

DE L'ÉDUCATION
ET
DE LA TUTELLE
DES
ENFANTS ABANDONNÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Paris,
le Lundi 28 Octobre 1907

PAR

JEAN DEREIX DE LAPLANE.

Membres du Jury :

MM. BERTHELEMY, président.
PIÉDELIEVRE, professeur.
JACQUELIN, professeur.



PÉRIGUEUX
IMPRIMERIE DE LA DORDOGNE

1907

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

PRÉFACE

Lorsque nous avons entrepris cette étude, nous n'avions aucune connaissance du sujet et beaucoup d'idées préconçues. Pour nous instruire, deux procédés s'offraient à nous : lire les auteurs qui ont écrit sur la question et qui sont légion, — ouvrir les travaux préparatoires des lois qui régissent les enfants abandonnés, compulser les statistiques qui leur sont consacrées, rechercher les circulaires dont leur protection a été le motif.

C'est le second procédé que nous avons choisi, sauf à consulter les auteurs et à nous assurer par là que telle disposition importante a été suffisamment aperçue, que tel passage délicat a été correctement compris.

A ce travail, un peu long, jamais fastidieux, nos idées se sont réformées.

Nous arrivions remplis d'ardeur, prêts à réduire en poudre les systèmes adoptés, à en démontrer l'absurdité, l'illogisme, l'iniquité même, enfin disposés à soutenir véritablement une thèse, au sens étymologique du mot, c'est-à-dire une opinion personnelle.

Et voilà qu'au moment d'écrire, tout cet élan a disparu. Nous n'avons plus osé prendre sur nous de

trancher de haut les difficultés et de partir en guerre pour ou contre le régime actuel des enfants assistés.

C'est que, en lisant les exposés de motifs, les rapports, les procès verbaux des délibérations, en dépouillant les statistiques, la vérité profonde nous est apparue de cette parole de Taine: « Une société humaine, surtout une société moderne, est une chose vaste et compliquée. Par suite, il est difficile de la connaître et de la comprendre. C'est pourquoi il est difficile de la bien manier (1) ». Il ne s'agit pas ici de la société tout entière, mais seulement d'un service social. C'est assez pour que sa complexité apparue, ses répercussions profondes nous rendent circonspects dans nos jugements et timides dans nos critiques d'un ordre nouveau, tracé par le lent travail d'hommes compétents, que la pratique n'a pas encore éprouvé.

Dans les pages qui vont suivre on trouvera donc seulement, avec, parfois, l'expression de nos doutes, un exposé aussi exact et complet que possible des mesures par lesquelles sont assurées, dans la France de 1907, l'éducation et la tutelle des enfants abandonnés.

(1) Taine. *Origines de la France contemporaine*. — *La Révolution*, t. II, *Préface*, éd. in-8°, 1881, pp. I et II.

INTRODUCTION

Le décret du 19 janvier 1811 désigne sous le nom d'enfants abandonnés « ceux qui, nés de pères ou mères connus, et d'abord élevés par eux, ou par d'autres personnes à leur décharge, en sont délaissés sans qu'on sache ce que les pères et mères sont devenus, ou sans qu'on puisse recourir à eux » (1). C'est, aux termes près, l'exacte définition donnée par la loi du 27 juin 1904 (2).

Les enfants de cette catégorie composent, avec les enfants trouvés (3), les orphelins pauvres (4), et les enfants maltraités, délaissés ou moralement aban-

(1) Décret du 19 janvier 1811 *concernant les enfants trouvés ou abandonnés et les orphelins pauvres*, art. 5.

(2) Loi du 27 juin 1904 *sur le service des enfants assistés*, art. 6, 2^e est enfant abandonné « l'enfant qui, né de père ou de mère connus, en est délaissé sans qu'on puisse recourir à eux ou à leurs ascendants ».

(3) Loi du 27 juin 1904, art. 6, 1^o Est enfant trouvé « l'enfant qui, né de père et mère inconnus, a été trouvé dans un lieu quelconque ou porté dans un établissement dépositaire ».

(4) Loi du 27 juin 1904, art. 6, 3^o Est orphelin pauvre « l'enfant qui, n'ayant ni père ni mère, ni ascendants auxquels on puisse recourir, n'a aucun moyen d'existence ».

donnés (1), ce que l'on est convenu d'appeler les *pupilles de l'Assistance* (2), parce que les uns et les autres se trouvent sous la protection et la tutelle absolue de l'administration de l'Assistance publique (3).

Pendant longtemps, les enfants abandonnés n'ont constitué qu'une faible partie de ceux auxquels les pouvoirs publics ou les institutions privées de bienfaisance venaient en aide. La plupart des enfants recueillis étaient de père et mère inconnus. C'étaient des enfants trouvés.

(1) Cette catégorie est d'origine récente, elle comprend tous les enfants qui ont été soustraits à l'autorité paternelle par application du titre 1^{er} de la loi du 21 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, c'est-à-dire ceux dont les parents ont été condamnés pour crimes de droit commun, délits contre les mœurs ou sur la personne de leurs enfants, ou frappés de déchéance par une décision judiciaire (art. 1 et 2 de la loi du 21 juillet 1889); cf. art. 6, 4^e et 5^e de la loi du 27 juin 1904.

(2) Loi du 27 juin 1904, art. 2, 3^e et 6.

(3) Les *pupilles de l'Assistance* ne sont pas les seuls enfants sur lesquels s'étend la protection de l'administration de l'Assistance publique; elle veille également sur les enfants secourus, les enfants en dépôt et les enfants en garde (loi du 27 juin 1904, art. 2, 1^{er} et 2^e). « Est dit enfant secouru : l'enfant que son père, sa mère ou ses ascendants ne peuvent nourrir ni élever faute de ressources, et pour lequel il est accordé le secours temporaire institué en vue de prévenir son abandon ». (Art. 3 modifié par l'art. 44 de la loi de finances du 22 avril 1905). « Est dit enfant en dépôt : l'enfant qui, laissé sans protection ni moyen d'existence, par suite de l'hospitalisation ou de la détention de ses père, mère ou ascendants est recueilli temporairement dans le service des enfants assistés (art. 4). « Est dit enfant en garde : l'enfant dont la garde a été confiée, par les tribunaux, à l'Assistance publique, en exécution des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898 » (art. 5). La caractéristique de ces diverses catégories d'enfants, par opposition aux *pupilles de l'Assistance* c'est qu'ils ne sont pas sous la direction définitive et unique de l'Assistance publique. Les enfants en dépôt ou en garde ne lui sont confiés que temporairement, les premiers, jusqu'à la sortie des parents de la prison ou de l'hôpital; les seconds jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement par le tribunal sur la déchéance de leurs parents. Quant aux enfants secourus, ils restent absolument aux soins de leurs parents, l'administration se contentant de donner à ceux-ci des secours pécuniaires.

La suppression du tour (1) dans lequel étaient déposés, avec une certitude complète de secret, les enfants que leurs parents abandonnaient, a profondément modifié cet état de choses : même avec l'admission à bureau ouvert (2), avec l'assurance donnée au déposant qu'il n'aura pas à répondre aux questions qui lui seront posées par l'employé chargé de recevoir l'enfant (3), il arrive très fréquemment que celui-ci obtiendra des renseignements suffisants pour déterminer l'état-civil et une filiation au moins partielle de l'enfant.

D'ailleurs, bien que la loi se soit montrée très large pour l'admission à bureau ouvert, elle a cependant établi quelques restrictions : l'admission ne se produira sans enquête administrative que lorsque

(1) Le tour était une boîte en forme de cylindre, ouverte sur l'une de ses faces et mobile sur son axe ; cette boîte était située dans l'épaisseur de la muraille de l'hospice des enfants trouvés ; une sonnette était placée auprès ; lorsqu'une femme voulait déposer un enfant, elle sonnait ; de l'intérieur, on faisait mouvoir le cylindre qui venait présenter à la rue sa face béante ; l'enfant y était déposé et emporté à l'intérieur de l'hospice par l'achèvement de la rotation du cylindre. Le tour assurait le secret, mais aussi trop souvent, l'impunité du déposant ; c'était un moyen commode de faire disparaître les traces gênantes d'un infanticide. Prescrit obligatoirement par l'art. 3 du décret du 19 janvier 1811, les tours ne furent jamais universellement pratiqués en France. Bientôt même, ils disparurent les uns après les autres. Il n'en existait à peu près plus à la fin du second Empire.

(2) *L'admission à bureau ouvert* est celle qui est accueillie de plein droit et sans qu'aucun renseignement sur l'enfant et sa famille puisse être exigé. On lui oppose *l'admission réglementée* où l'enfant n'est reçu que sur présentation de certaines pièces, d'un bulletin de naissance, par exemple.

(3) L'avis suivant est affiché dans la salle d'attente du bureau des admissions, à l'hospice de la rue Denfert-Rochereau, n° 74 : « *Toute personne qui présentera un enfant en vue de l'abandon est avertie que des questions vont lui être posées dans l'intérêt de l'enfant, mais qu'il lui est loisible de ne pas répondre ou de ne fournir qu'une partie des renseignements demandés* ».

l'enfant paraîtra âgé de moins de sept mois. Passé cet âge, avis de la demande d'admission devra être donné au préfet qui se livrera aux recherches nécessaires pour s'assurer de son utilité et décidera si elle doit ou non être prononcée (1). Donc, en fait, après sept mois, tous les enfants admis par les services de l'Assistance publique seront ou des orphelins pauvres ou des enfants moralement abandonnés, — ce qui sera beaucoup plus fréquent, — des enfants abandonnés.

Pour ces différents motifs, les enfants abandonnés forment aujourd'hui la majeure partie des *pupilles de l'Assistance*. C'est ainsi que, pour le seul département de la Seine (2), sur 4.914 pupilles immatriculés en 1904, on compte 4.069 enfants abandonnés; en 1903, sur 5.125, on en comptait 4.232; en 1902, sur 5.108, 4.302; en 1901, sur 5.154, 4.351; en 1900, sur 5.026, 4.313 (3). La proportion qui avait légèrement

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 8 et 9.

(2) Les chiffres cités au cours de cette étude seront presque uniquement relatifs à ce département; d'une part, c'est lui qui donne à l'Assistance publique le plus grand nombre de pupilles, et, d'autre part, c'est le seul pour lequel existent des statistiques officielles régulièrement publiées. On les trouvera pour chaque année dans le rapport annuel à *M. le Préfet de la Seine sur le service des enfants assistés et moralement abandonnés*, un vol. in-4°, Paris, et dans l'*Annuaire statistique de la ville de Paris*, un vol. in-4°, ann., qui reproduit, en outre, certains chiffres extraits du *Rapport non publié sur le service des enfants assistés, présenté par l'Inspecteur principal*. Lorsque les chiffres cités au cours de cette étude ne seront accompagnés d'aucune note qui indique une source différente, ils proviendront de l'*Annuaire*.

(3) Sur le nombre total des enfants assistés immatriculés en 1900, on trouve 2.329 garçons et 1.991 filles; en 1901, 2.321 garçons et 2.030 filles; en 1902, 2.286 garçons et 2.016 filles; en 1903, 2.208 garçons et 2.024 filles; en 1904, 2.171 garçons et 1.898 filles. Le nombre des garçons va sans cesse décroissant depuis cinq ans; pour les filles, au contraire, sauf en cette année 1904, qui marque une diminution brusque, les remises à l'Assistance publique ont une tendance très sensible à augmenter,

fléchi pendant plusieurs années semble, en 1904, en progression, elle atteint 828 pour 1.000 ; ainsi, près des cinq sixièmes des enfants assistés sont des enfants abandonnés (1). Ces chiffres, certains pour le département de la Seine, doivent être à peu près exacts pour les autres départements ; il est probable, d'ailleurs, que si une légère différence se produit, c'est en faveur des enfants abandonnés. Dans les villes de province, et surtout à la campagne, il est difficile qu'un enfant soit livré à l'Assistance publique sans que le lien de filiation qui le rattache à la société ne soit établi. La grande connaissance que l'on a des uns des autres empêchera ces abandons sans renseignements. Lorsqu'une mère voudra tenir secrète la naissance de l'enfant et se dérober aux devoirs et aux charges de l'éducation, c'est à Paris qu'elle viendra faire son dépôt à l'Assistance publique ; si l'enfant a visiblement moins de 7 mois, elle pourra se refuser à toute question indiscrete et laisser planer sur son acte un impénétrable mystère (2).

Il n'est donc pas exagéré de considérer que les enfants abandonnés forment la presque totalité des en-

(1) Voici exactement ces proportions : 847 p. 1.000 en 1.900 ; 844 p. 1.000 en 1901 ; 842 p. 1.000 en 1902 ; 825 p. 1.000 en 1903 ; 828 p. 1.000 en 1904.

(2) Les facilités qu'offrent au mystère les admissions à bureau ouvert, dans le département de la Seine, ne sont un secret pour personne. Non seulement les provinciaux en usent quotidiennement, mais même les étrangers s'en servent à l'occasion. C'est un fait très connu, mais qu'il est bon de rappeler ici, et dont les fonctionnaires de l'Assistance publique se plaignent à juste titre, que l'abus fait par les étrangers de cette facilité d'admission. Si les budgets de l'Assistance publique se sont considérablement accrus dans le département de la Seine, il faut en accuser cette importation étrangère ; dans certaines contrées, toutes les filles-mères qui veulent abandonner leur enfant viennent faire cet abandon à Paris. Il est impossible de donner une statis-

fants assistés et, à ce point de vue, l'étude des règles prescrites pour leur éducation est tout particulièrement intéressante.

Cette étude présente, sous un autre rapport, un intérêt non moins grand, les enfants abandonnés sont les plus nombreux des enfants assistés ; ce sont aussi les plus remarquables à observer.

En effet, tout en étant pleinement livrés à l'administration de l'Assistance publique, ils conservent une famille, des liens de famille momentanément sans effets, mais qui existent et peuvent, le jour venu, avoir une influence considérable sur leur avenir.

Les enfants moralement abandonnés ne sont remis, le plus souvent, à l'Assistance publique, qu'à un âge assez avancé ; parfois, ils auront dix ans, quinze ans même ; en tous cas, ils auront pris dans leur milieu familial des habitudes difficiles à changer ; ils auront été témoins et, peut-être, victimes de l'inconduite de leurs parents. Lorsqu'ils seront recueillis par l'administration, leur éducation sera toujours, sinon achevée, du moins ébauchée et trop souvent, hélas ! dirigée vers l'abandon complet à leurs passions, à la paresse et au vice (1). En fait, l'Assistance

tique des enfants de nationalité étrangère dont les services parisiens de l'Assistance publique se trouvent effectivement chargés ; il faut remarquer seulement qu'en 1901, 222 mères étrangères ont adressé à l'administration des demandes de secours ; dans ce nombre, on comptait 57 belges, 53 allemandes, 39 italiennes, 19 russes, 18 luxembourgeoises, 11 suisses, etc.

(1) Il est bien évident que nous ne parlons pas de l'hypothèse où le moralement abandonné est tout jeune, *v. g.*, enfant au berceau dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle pour avoir livré à la prostitution une sœur aînée. Ce sont, d'ailleurs, de beaucoup, les cas les moins fréquents.

publique ne saurait être rendue responsable de l'échec presque inévitable vers lequel elle courra, trop heureuse si le contact de ces pupilles de hasard ne corrompt pas les autres. Les enfants moralement abandonnés ne sont pas véritablement élevés par l'Assistance publique, ils ne sont entre ses mains que parce que l'Etat ne possède aucun établissement intermédiaire entre elle et la colonie pénitentiaire ; ce n'est pas parmi les *pupilles de l'Assistance* que la loi aurait dû les ranger, mais à côté des enfants en dépôt ou en garde, sur lesquels, malgré la protection temporaire de l'administration, l'influence de la famille reste toujours prépondérante.

Cette prépondérance de l'influence familiale n'éclate pas seulement dans les faits, pour les enfants en dépôt ou en garde ; elle existe juridiquement. Ce n'est que provisoirement que les enfants compris sous ces dénominations sont confiés à l'Assistance publique ; l'influence de la famille qui s'est exercée sur eux hier, dans la plupart des cas, s'y exercera encore demain. Le soin de leur éducation n'incombera véritablement pas à l'Assistance publique.

C'est souvent aussi la même remarque qui devra être faite pour les orphelins pauvres ; s'ils ne sont recueillis qu'à un âge assez avancé, l'empreinte ineffaçable de leur famille disparue subsistera en eux et opposera à l'éducation réglée par l'Assistance publique un obstacle souvent invincible ; mais, s'ils sont recueillis assez jeunes pour qu'aucune trace d'une éducation première ne subsiste, alors c'est véritablement aux enfants trouvés qu'ils devront être assimilés.

Comme ceux-ci, ils seront soumis à l'éducation et à la tutelle de l'Assistance. Privés pour jamais de tous liens de famille, ils resteront jusqu'à leur majorité dans sa main. Aucune influence étrangère ne pourra venir légalement changer leur éducation ; il n'y aura pas d'imprévu dans leur vie. *Pupilles de l'Assistance*, les enfants trouvés et les orphelins pauvres le resteront toute leur vie. L'œuvre de l'éducation administrative pourra librement se développer en eux, rien n'y viendra porter obstacle.

Par là même, ils seront moins intéressants ; leur situation trop simple n'aura pas l'attrait que présente la condition plus complexe des enfants abandonnés.

Ceux-ci sont, en effet, absolument dans la main de l'administration ; elle a sur eux les pouvoirs les plus étendus et c'est à elle qu'incombe sans partage le soin de leur éducation. Sous ce rapport, ils sont assimilables aux enfants trouvés.

Comme ceux-ci, ils sont remis à l'Assistance publique dès leurs premières années ; aucune éducation familiale n'a laissé dans leur esprit de traces appréciables ; ils subiront, dans sa plénitude, l'influence des règlements de l'administration.

Mais, d'autre part, s'ils sont séparés de leurs familles et, en règle générale, soigneusement isolés d'elle et soustraits à son action, ils ont néanmoins une famille, des parents qui, forcés par la misère à les abandonner, disparus peut-être, peuvent réparaître quelque jour et réclamer l'enfant, vouloir enfin exercer les droits que la parenté leur confère.

De plus, ces liens du sang font naître des rapports juridiques ; des droits existeront entre le père et l'en-

fant par le fait de la parenté ; parmi eux, au premier rang des droits de succession. Sans doute, ces droits pécuniaires seront, dans la plupart des cas, des droits purement théoriques ; mais il se peut, cependant, que les parents soient riches ou qu'ils le deviennent ; ce n'est pas toujours parce qu'on n'a pas, au foyer familial, du pain à leur donner, que l'on abandonne des enfants. Une certaine conception de l'honneur familial ou, seulement, l'ennui des soins à donner à l'enfant peuvent entraîner un abandon. Dans certaines contrées la fille séduite qui veut cacher sa faute, la femme qui voit dans la naissance d'un enfant une source de soucis, recourent avec une très grande facilité à l'avortement ou à l'infanticide (1) ; dans d'autres, dans les villes surtout, le dépôt de l'enfant à l'hospice remplace ces crimes ; c'est un moyen légal de s'assurer le secret, en évitant les charges que peut provoquer et que provoquera presque toujours la naissance de l'enfant. Dès lors, il se peut que l'enfant abandonné ait quelque jour des droits pécuniaires à faire valoir ; il se peut aussi que les parents revenus à meilleure fortune ou plus conscients des obligations auxquelles ils sont naturellement astreints veuillent reprendre l'enfant qu'ils ont abandonné et le redemandent à l'administration de l'Assistance publique. En fait, ces demandes sont fréquentes ; en 1904, les statistiques en constatent, pour le département de la Seine seulement, 1.924 ;

(1) Voir à ce sujet Henri Joly, *La France criminelle*, un vol. in-16, Paris, 1889, ch. IV, § V, pp. 145 et s., et dans la *Gaz. des Trib.* des 20, 21 et 22 janvier 1889, le compte-rendu d'un procès d'avortement extrêmement significatif devant la Cour d'assises de l'Eure.

elles représentent donc, pour cette seule année, environ les deux cinquièmes des immatriculations effectuées pendant la même période (1). Toutes, sans doute, ne sont pas accueillies favorablement par l'administration ; mais quel que soit le sort qui les attend, elles témoignent des liens que les parents ne cessent de maintenir ou de vouloir reformer entre les enfants et eux. Or, ces demandes portent très souvent, mais dans une proportion malheureusement inconnue sur les enfants abandonnés. On peut dire que, pour eux, la tutelle administrative n'est pas la condition fatale de leur minorité. Ils ont chance de voir, à un âge plus ou moins avancé, les soins de la famille se substituer à des soins étrangers (2).

Et, d'autre part, même lorsqu'ils ne souhaitent ou ne peuvent reprendre leur enfant, des parents tiennent à ne pas être complètement séparés de lui, ils s'enquièrent de son état, de sa situation ; en 1904, l'administration a répondu à 23.307 demandes de nouvelles (3). Or, ce sont là, le plus souvent, des de-

(1) En 1903, les demandes de remises d'enfants s'élèvent à 2.305 ; en 1902, elles s'élèvent à 2.088 ; en 1901, à 2.276 ; en 1900, à 1.993 ; c'est donc toujours une proportion minima des deux cinquièmes des immatriculations.

(2) Ont été rendus à leur famille, en 1904, 601 pupilles, soit un peu moins d'un tiers des enfants réclamés ; en 1903, 586, c'est-à-dire un quart ; en 1902, 621, moins d'un tiers ; en 1901, 737 ; en 1900, 669, soit, pour ces deux années, à peu près exactement un tiers des enfants réclamés. La proportion des demandes auxquelles il est fait droit oscille donc entre un tiers et un quart des demandes, un septième et un dixième des immatriculations.

(3) De plus, 11 personnes ont indiqué leur domicile en demandant à être prévenues du décès de leur enfant et 26 familles ont été autorisées à correspondre directement avec 52 enfants. En 1903, le nombre des demandes de renseignements avait été de 23.310, celui des parents qui avaient demandé à être prévenus du décès de leur enfant, de 26 ; celui des familles autorisées à correspondre directement avec leurs enfants, de 28 pour 52 enfants. En 1902,

mandes faites par les parents d'enfants abandonnés. L'administration autorisera presque toujours la correspondance directe entre les parents et l'enfant, lorsque celui-ci ne sera entre les mains de l'administration qu'en dépôt, par suite de l'internement de ses parents dans un asile ou de leur placement dans un hospice ; cette correspondance, en effet, ne fait courir à l'enfant aucun risque ; l'honorabilité de ses parents ne saurait être mise en cause, l'impossibilité matérielle où ils se trouvent sans leur faute, de remplir les fonctions et d'assumer les charges de l'éducation de leurs enfants étant la seule cause de leur déchéance momentanée. D'autre part, les enfants moralement abandonnés seront souvent trop âgés, trop instruits, pour que l'on puisse, en fait, les empêcher de correspondre directement avec leur famille. Enfin, les enfants trouvés et les orphelins n'ont pas de famille. Ce sont autant de catégories qui n'auront donné lieu qu'à un très petit nombre des demandes dont on a noté le chiffre pour 1904. La plus grosse part vient des parents d'enfants abandonnés.

Donc, directement ou indirectement, l'influence de la famille se fait sentir dans l'œuvre de l'éducation des enfants abandonnés ; du moins, elle peut éventuellement se faire sentir.

Ce seul fait donne à l'éducation des enfants abandonnés un cachet tout spécial.

Elle aura pour but évidemment de faire de l'enfant

il y eût 21.700 demandes de renseignements ; 17 demandes d'annonce de décès ; 17 personnes autorisées à correspondre directement avec 27 enfants. En 1901, 21.200 demandes de renseignements ; 39 demandes d'annonce de décès ; 33 personnes autorisées à correspondre directement avec 51 enfants.

un citoyen utile à son pays et, pour cela, elle tendra à lui procurer des moyens d'existence, bien plus, à le raciner dans un coin de la France, à le rattacher à un groupement local, à une commune ; mais elle pourra s'épanouir dans le rattachement de l'enfant à sa propre famille, dans la reconstitution des nœuds un instant relâchés qui le liaient à ses parents ; c'est une préparation à la rentrée de l'enfant dans la famille avec toutes les conséquences que cette entrée peut produire tant dans les relations morales que dans les relations pécuniaires de l'enfant avec ses propres parents, d'une part, avec l'administration, d'autre part, et ceux auxquels elle les aura confiés.

Ainsi l'éducation des enfants abandonnés apparaît comme une œuvre à la fois très complexe et très délicate, plus complexe et plus délicate, certes, que l'éducation de l'enfant légitime dans sa famille, ou que celle de l'enfant trouvé recueilli par l'Assistance publique.

La famille qui, malgré l'ingérence sans cesse croissante de l'Etat, assure l'éducation de son enfant, le fait, d'après l'idéal qu'elle a rêvé ; elle l'élève dans les habitudes traditionnelles qui sont les siennes, elle le forme pour la vie que, presque fatalement, il vivra dans le petit groupe où il est né.

L'Etat ne peut avoir pour l'enfant trouvé d'autre but que d'en faire un citoyen.

Pour l'enfant abandonné, au contraire, il faut qu'il prévienne l'hypothèse où l'enfant et sa famille naturelle seront réunis ; il faut qu'il lui donne les moyens de triompher de ce changement possible de situation et de s'adapter aux nécessités et aux devoirs nouveaux que la réunion avec sa famille lui créera.

Cependant, la loi n'a pas marqué par des dispositions spéciales ce caractère particulier de l'éducation de l'enfant abandonné. Peut-être ne le pouvait-elle pas ; peut-être aurait-elle manqué son but et perdu ce caractère de généralité qui fait sa force, si elle avait dû s'abaisser à prévoir minutieusement chacune des hypothèses où elle pourra être appelée à s'appliquer.

Le législateur, pour l'éducation des enfants assistés a tracé, avec des retouches successives, un vaste cadre ; seuls, les enfants abandonnés pourront le remplir entièrement ; pour les autres *pupilles de l'Assistance* certaines dispositions ne s'appliqueront jamais.

C'est ce cadre, dans lequel s'effectuera l'éducation des enfants abandonnés et leur tutelle que l'on a cherché à fixer dans les pages qui suivent.

Pour le faire, on a étudié, en deux parties, intimement liées et, cependant distinctes, d'une part, les mesures prises relativement à la personne de l'enfant abandonné ; d'autre part, celles qui ont pour but la protection de ses biens ; elles correspondent assez exactement à l'éducation et à la tutelle des enfants abandonnés qui sont, l'une et l'autre, le sujet de cette étude.

DE L'ÉDUCATION ET DE LA TUTELLE DES ENFANTS ABANDONNÉS

PREMIÈRE PARTIE

L'enfant abandonné.

Cette première partie est consacrée à l'étude de la condition de l'enfant abandonné lui-même pendant sa minorité, et des droits conférés sur sa personne pour assurer son éducation, c'est-à-dire sa formation pour le rôle social qu'il est appelé à jouer un jour.

Dans une famille régulière, les droits du père de famille sur la personne de l'enfant peuvent se ramener à deux : le droit de garde et le droit de correction. L'un et l'autre sont plus encore les conséquences des charges auxquelles les parents sont astreints que de véritables prérogatives que leur donne la loi (1). Nous allons chercher ce que deviennent ces deux droits dans l'éducation des enfants abandonnés. Ce sera l'objet de deux chapitres distincts. Nous étudierons enfin, dans un troisième chapitre, les rapports de l'enfant avec sa famille naturelle.

(1) Cette affirmation n'est exacte que pour la période actuelle, la seule que nous envisagions ici. Il est bien évident que la *patria potestas* romaine et, même, la puissance paternelle de l'ancienne France, malgré l'adage : « Puissance paternelle n'a de lieu », étaient conçues bien plus dans l'intérêt du père que dans celui de l'enfant et que parler de *droits* de l'enfant eut semblé, à Rome surtout, absolument contraire à tous les principes juridiques.

CHAPITRE PREMIER.

Garde de l'enfant abandonné.

§ I^{er}. — Garde de l'enfant abandonné. — Placement individuel et placement collectif. — Placement rural. — § II. — L'enfant chez le nourricier. — Instruction primaire. — Habitudes de prévoyance ; les mutualités scolaires. Subventions du département. — Instruction religieuse : la neutralité. — § III. — L'apprentissage. — Travaux agricoles. — Conditions du placement en apprentissage. — Contrat d'apprentissage. — Écoles professionnelles : école d'Alembert ; école Le Nôtre ; établissement Braille ; école professionnelle et ménagère d'Yzeure. — Statistique, — § IV. — Responsabilité. — Art. 1384 C. civ. — Étendue de la responsabilité du gardien ; mise en nourrice, apprentissage.

I

Un enfant a été abandonné par ses parents ; que va en faire l'Assistance publique ? (1).

On pourrait songer soit à un placement collectif, soit à un placement individuel. Dans le premier cas, l'enfant serait enfermé dans une sorte de crèche, école où, en même temps que lui seraient donnés les soins que nécessite son jeune âge et sa faiblesse, il serait soumis à un régime d'éducation uniforme pour tous ceux qui se trouveraient dans le même cas que lui. Ce serait le moyen de donner à tous une manière d'être identique et de faire régner entre eux cette égalité véritable dont certains programmes politiques nous affir-

(1). Nous supposerons toujours, au cours de cette étude, que le dépôt de l'enfant abandonné a été fait aussitôt après sa naissance.

ment l'excellence et nous vantent les heureux effets. Il semble que l'absence de toute opposition possible de la part de la famille, puisqu'ici la famille n'existe plus ou s'est volontairement condamnée à un silence absolu, devrait faciliter singulièrement cette éducation d'Etat donnée aux *pupilles de l'Assistance*.

Cependant, il ne paraît pas qu'on ait songé à l'établir ; le rêve même, plus modeste, que Plutarque et les mœurs spartiates avaient inspiré à Lepelletier de Saint-Fargeau (1), n'a pas hanté les cerveaux de nos législateurs modernes.

Très énergiquement, ils se sont prononcés pour le placement individuel. C'est ce que dit l'art. 21 de la loi du 27 juin 1904 : « Les pupilles âgés de moins de treize ans sont, sauf exception, confiés à des familles habitant la campagne » (2).

(1) Lepelletier de Saint-Fargeau, dans le plan d'éducation nationale trouvé dans ses papiers et lu par Robespierre dans la séance de la Convention du samedi 13 juillet 1793, réclamait l'internement des enfants, les garçons de cinq à douze ans, les filles de cinq à onze ans, avec application pendant cette période d'un système uniforme d'éducation, conçu dans le goût antique de l'époque (*Mon. Un.* du 17 juillet 1793, n° 198, pp. 848 et 849). Cf. aussi Maurice Wolf, *Les doctrines de l'Education révolutionnaire*, dans l'*Œuvre sociale de la Révolution française*, un vol. in-8°, Paris, 1901.

(2) La loi du 27 juin 1904 est, pour ainsi dire, le Code du service des enfants assistés ; le projet d'où elle est sortie a été présenté au Sénat le 18 février 1892 (*J. Off.*, 1892, *Sén., doc. parl.*, annexe n° 27, pp. 94 et s.) ; rapport favorable de M. Roussel, le 8 juillet 1898 (*J. Off.* 1899, *Sén., doc. parl.*, annexe n° 283, pp. 514 et s.) ; avis de la commission des finances donné par M. Bizarelli, le 31 janvier 1902 (*J. Off.*, 1902, *Sén., doc. parl.*, annexe n° 30 pp. 55 et s.). Le projet vint en première délibération et fut adopté sans discussion après un discours de M. Paul Strauss, le nouveau rapporteur qui avait été appelé à remplacer M. Théophile Roussel, décédé pendant le cours des travaux préparatoires, le 1^{er} décembre 1903 (*J. Off.*, 2 décembre 1903, *Sén., déb. parl.*, pp. 1447 et s.). Le 9 février 1904, rapport supplémentaire de M. Strauss (*J. Off.*, 1904, *Sén., doc. parl.*, annexe n° 25, pp. 78 et s.). Le projet est adopté par le Sénat le 1^{er} mars, en seconde lecture, après une dis-

L'exposé des motifs du projet présenté au Sénat par MM. Constans, ministre de l'Intérieur, Fallières, garde des sceaux et Rouvier, ministre des finances, le 18 février 1892, qui est devenu la loi du 27 juin 1904, en donne excellemment les raisons :

« Dans l'ordre de la nature, c'est au milieu d'une famille que doit être élevé l'enfant et rien ne vaut pour lui la famille. Si donc sa famille lui manque, le mieux qu'on puisse faire pour lui sera de lui procurer la chance de se créer une famille d'adoption. A supposer même qu'il ne trouve pas de la tendresse chez ses nourriciers, il aura une place à ce foyer, il habitera une demeure dont il dira : *chez nous* ; il partagera un jour les travaux de ceux dont il aura partagé les études et les jeux ; il aura une commune cette *famille agrandie*, il aura un point d'attache dans la vie ; il tiendra à l'ensemble social par ces mille liens qui se nouent si fortement dans les premières années de l'existence, il se différenciera aussi peu que possible de ses concitoyens.

» Dans un orphelinat, si paternellement qu'il soit dirigé, l'illusion du foyer domestique n'est donnée à

cussion à laquelle prennent part, notamment MM. Ant. Perrier, marquis de Carné, Milliès-Lacroix, Ch. Riou, A. Dubost, Strauss, Rouvier et H. Monod, commissaire du gouvernement (*J. Off.* 27 février et 2 mars 1904, *Sén., déb. parl.*, pp. 229 et s., et 242 et s.). Le projet voté au Sénat est présenté à la Chambre le 23 mars 1904 (*J. Off.* 1904, *Ch., doc. parl.*, annexe n° 1628, pp. 280 et s.) ; rapport de M. Bienvenu Martin, le 31 mars 1904 (*J. Off.*, 1904, *Ch., doc. parl.*, annexe n° 1675, pp. 573 et s.) ; vote le 16 juin, après déclaration d'urgence et discussion à laquelle prirent part MM. le marquis de la Ferronnays, Lemire, de Castelnau, Joseph Brisson, Paul Coutant, Pourteyron, Cazeneuve, Doumer, Bienvenu Martin, Ch. Laurent, et H. Monod, commissaires du gouvernement (*J. Off.*, 15 et 17 juin 1904, *Ch., déb. parl.*, pp. 1435 et s., et 1461 et s.).

personne ; les assistés ne se confondent pas avec les enfants qui ont une famille ; ils ne vivent guère qu'entre eux. Plus tard, ils sortent de l'établissement, et alors, faute d'un centre d'attraction, ils se perdent de vue, ils partent dans des directions différentes. L'enfant était seul quand il a été reçu à l'orphelinat ; le jeune homme se retrouve seul au moment où il le quitte.

» Des deux éducations, familiale ou collective, c'est la première qui prépare le mieux l'enfant pauvre aux labeurs et aux épreuves de l'existence.

» L'éducation collective le place dans des conditions de milieu toutes différentes de celles où il sera appelé un jour à lutter. Même adolescent, il ne voit guère que ses maîtres, ses camarades et les serviteurs de la maison ; il ne prend que rarement et superficiellement contact avec les choses du dehors ; il vit dans un monde fermé, de même qu'il respire une atmosphère confinée. Les pensionnaires d'un orphelinat, pour peu qu'ils ne commettent pas de fautes graves, sont matériellement traités les uns et les autres de la même manière : mêmes travaux, mêmes récréations, mêmes vêtements, mêmes repas ; pour ces enfants et ces jeunes gens, il n'y a pas entre l'énergie dépensée et le bien-être obtenu cette relation de cause à effet qui est un des stimulants de l'effort.

» Ces conséquences du placement dans un orphelinat seraient d'autant plus redoutables à l'égard des pupilles de l'Assistance que pour eux l'éducation collective ne serait point tempérée par des vacances, qu'ils n'ont pas de parents qui viendraient les voir, qui, temporairement, les recueilleraient et auprès

desquels ils pourraient faire connaissance avec le monde extérieur ; ils subiraient la claustration sans évasions périodiques.

» Au contraire, placé dans une famille de travailleurs, élevé avec les enfants de la maison, le pupille est graduellement adapté aux conditions d'existence faites aux ouvriers. Malgré l'humble situation qu'il partage avec ses nourriciers, il a un autre horizon que celui que bornent les quatre murs d'un orphelinat ; d'emblée, il est aux prises avec les réalités de la vie, il est témoin de l'effort au prix duquel s'opère la conquête du pain quotidien ; bientôt, souvent même trop tôt, il est associé à l'effort. S'il s'y refuse, si par suite d'indiscipline ou de paresse, il échange un bon placement contre une condition médiocre, le désir qu'il aura de retrouver un meilleur gîte et un moins maigre salaire l'engagera à s'amender, à assouplir son caractère ou à secouer sa torpeur. Quel enseignement théorique vaudrait l'expérience subie ? L'éducation familiale est l'apprentissage de la vie (1). »

Nous avons intégralement cité ce passage de l'Exposé des motifs, malgré son étendue, parce qu'il exprime, dans un langage, parfois un peu pompeux, peut-être, mais extrêmement juste, les raisons qui imposent le placement familial.

Jamais on n'a mieux montré l'influence bienfaisante de la famille sur la formation de l'enfant et, avec les vices de notre régime moderne d'éducation, de l'internat et de ses conséquences antisociales, la

(1) *J. Off.*, 1892, *Sén.*, *doc. parl.*, pp. 101, 3^e col. et 102, 1^{re} col. ; annexe n° 27.

nécessité de raciner l'enfant, de le fixer à un groupement stable, à un foyer, à une famille, à une société, de faire de lui, au lieu d'un nomade campé parmi des étrangers, l'un des éléments laborieux du corps social ; jamais parole plus éloquente n'a commenté le *Væ soli* de l'Écriture sainte, la malédiction contre celui qui s'isole, qui ne sait pas se rattacher à un groupement, lié aux hommes et soutenu par eux (1).

La nécessité de ne pas faire de l'enfant assisté un *déraciné* s'est imposée aux auteurs de la loi et les a décidés en faveur du placement familial.

Ce mode de placement est, d'ailleurs, de tradition dans l'Assistance publique. Déjà, l'arrêté du Directoire exécutif du 30 ventôse, an V (20 mars 1797), s'exprimait ainsi : « Les enfants abandonnés, et désignés par la loi du 27 frimaire an V (2), ne seront point conservés dans les hospices où ils auront été déposés, excepté le cas de maladie ou accidents graves qui en empêchent le transport, ce premier asile ne devant être considéré que comme un dépôt, en attendant que ces enfants puissent être placés, suivant leur âge, chez des nourrices, ou mis en pension chez des particuliers ». (Art. 1^{er}).

Cette disposition a été, depuis lors, toujours maintenue et les divers rapports et enquêtes auxquels le

(1) Cf. également dans le sens du placement familial les fortes raisons données par M. Henri Monod dans une série d'articles parus dans la *Revue philanthropique*, sous ce titre : *Les enfants assistés de France*, du 10 septembre 1898 au 10 avril 1899, et notamment dans le n° du 10 septembre 1898. (*Rev. phil.*, t. III, pp. 531 et s.). Ces articles ont été recueillis sous le même titre, en un volume in-8°. Paris, 1899.

(2) Les enfants abandonnés désignés par la loi du 27 frimaire an V (17 décembre 1796), étaient ceux qui avaient été délaissés dans un hospice aussitôt après leur naissance.

service des enfants assistés a donné lieu, en ont toujours montré les avantages. Il eut été, par suite, non seulement inutile, mais coupable d'essayer un autre système d'éducation non éprouvé et, suivant toutes les probabilités, plus capable de donner de mauvais fruits que d'assurer ce reclassement des enfants abandonnés, but suprême des sacrifices que la société s'impose pour les secourir.

Aussi, personne n'a-t-il proposé de changement sur ce point et la disposition primitive a passé entière dans le texte définitif de la loi de 1904.

L'enfant sera donc placé isolément ; on aura soin, seulement, que, lorsque plusieurs enfants frères et sœurs sont abandonnés, leur placement soit effectué soit dans la même famille, soit dans des familles voisines (1).

En semblable hypothèse, un lien du sang unit l'enfant abandonné à d'autres personnes, lien qui peut être proclamé et connu, c'est une chance de plus de fixer dans la société ces petits êtres, d'en faire des citoyens utiles ; elle ne doit pas être rejetée et l'on doit permettre à l'enfant cette union fraternelle naturelle qui, plus que tout autre, contribuera souvent à la raciner.

En attendant que le placement individuel soit opéré, l'enfant est maintenu à l'hospice où il a été recueilli ; le législateur a seulement pris soin d'indiquer qu'un quartier spécial affecté aux enfants assistés et séparé des autres quartiers de l'hospice doit

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 21, al. 2 : « Les frères et les sœurs sont, autant que possible, placés dans la même famille ou, au moins, dans la même commune. »

être créé dans chacun des établissements destinés à les recevoir, de façon à ce que pendant les quelques jours qu'ils y passeront, ils soient entièrement isolés des adultes hospitalisés. Pour les plus jeunes des enfants abandonnés, — ce seront des plus nombreux — ils seront placés dans une crèche afin d'y recevoir les soins que nécessite leur état (1).

En principe, les enfants abandonnés doivent être placés individuellement ; cependant ce principe n'est pas absolu et il souffre des exceptions lorsque l'intérêt bien entendu du pupille l'exige. Il en est ainsi, notamment, lorsque sa santé est telle qu'il est impossible de le transporter, sans danger pour son existence, lorsqu'il est atteint d'infirmités trop graves pour qu'on puisse le confier à une famille. Ce devrait être les seuls cas où l'enfant échappe au placement individuel et peut être maintenu à l'hospice où il a été déposé ; cependant, la loi de 1904 décide que son tuteur (c'est-à-dire le préfet ou son délégué) peut ordonner son maintien ; mais, pour le faire, il faut qu'il prenne une décision motivée ; un ordre ne suffirait pas ; il faut que les raisons qui justifient cet ordre soient également données (2). Cette exigence empêchera les abus qu'une semblable licence pour-

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 19, al. 3 : « Les enfants en bas-âge sont placés dans une crèche et les autres dans un quartier spécial. Les personnes chargées de surveiller et soigner les enfants ont seules accès dans ces locaux ». C'est au préfet du département qu'il appartient de fixer les locaux affectés au dépôt des pupilles de l'Assistance (art. 19, al. 1 et 2).

(2) Loi du 27 juin 1904, art. 20 : « La pupille n'est maintenue dans l'établissement dépositaire que s'il est constaté que son état de santé l'exige ou sur une décision motivée de son tuteur. » C'est un certificat du médecin qui établira l'état de santé de l'enfant.

rait faire naître et, d'autre part, on pourra, par ce moyen, éviter le placement individuel dans les cas très rares où, tout en étant commandé par la loi, il serait fâcheux pour l'enfant.

Mais, à part ces exceptions qui seront nécessairement limitées, c'est le placement individuel de l'enfant qui, — comme nous l'avons indiqué, — ne doit être pratiqué d'une façon régulière.

Ce placement individuel doit être fait à la campagne (1).

La tradition, sur ce point encore, commandait aux législateurs de 1904, le placement rural ; c'était lui qui, depuis un siècle, était le plus régulièrement employé et il l'était avec un indéniable succès. Il n'y avait donc aucune raison de changer cette pratique.

D'ailleurs, le placement rural ne pouvait pas produire d'effets mauvais ; à tous les points de vue, il est avantageux.

Tout d'abord, il est favorable à la santé de l'enfant. L'air est plus pur, la nourriture plus saine, le genre de vie plus fortifiant que dans les villes. La mortalité moins grande, les habitants plus vigoureux en montrent l'excellence. A la campagne, le *pupille de l'Assistance* aura plus de chance de vivre et de se développer. Ce régime rural lui est donc profitable ; très souvent même on peut dire qu'il lui est nécessaire, si l'on songe à la qualité des enfants abandonnés. Ce seront presque toujours des enfants de pauvres, leurs parents auront, depuis plusieurs générations peut-être, souffert, peiné, travaillant âprement pour

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 21, al. 1^{er}.

gagner un maigre salaire, se privant, s'étiolant pour suffire aux charges de famille. Souvent aussi, ils seront le fruit de la débauche, ils auront une ascendance pervertie, rongée par les vices, épuisée par les abus de tout genre, dégénérée par l'alcoslisme. La vie rurale sera le moyen le plus sûr, sinon de les guérir et de faire disparaître les tares physiologiques dont ils seront fatalement frappés, du moins de les fortifier, de les reconstituer en quelque sorte et d'atténuer, dans la plus large mesure, les effets d'une hérédité malsaine.

D'autre part, la campagne, utile au point de vue physique ne le sera pas moins au point de vue moral. Certes, il serait puéril de faire de nos ruraux des modèles de toutes les vertus ; ce rêve du paysan, vertueux, sensible, généreux, hospitalier, ce renouveau des bergeries du XVIII^e siècle serait parfaitement contredit par l'expérience journalière. Aux champs comme à la ville, il est des paresseux, des débauchés, des criminels ; mais, ce qui est vrai, c'est que la perversion y est moins grande, que les vices y sont moins admis et qu'ils ne sont pas, comme dans la grand'ville favorisés de cent façons différentes. Au village chacun se connaît, on ne peut espérer le secret d'aucun acte ; on n'est pas garanti des conséquences de ses actions par l'anonymat de la foule. D'autre part, pas d'excitations. Cette profusion d'images licencieuses qui s'étalent aux devantures des magasins des villes, y est à peu près inconnue (1) ; puis,

(1) Il faut noter cependant que, grâce à la mode récente des cartes postales illustrées, les boutiques de village commencent, elles aussi, à offrir des des-
sins licencieux ou stupidement sentimentals.

aucune de ces liaisons malsaines où l'enfant oisif des cités se laisse prendre aisément ; surtout pas de ces camaraderies pour le vol qui lient à Paris tant d'enfants dès le plus jeune âge et qui, à la campagne, sont absolument inconnues ; enfin, et pour le *pupille de l'Assistance* c'est là un avantage incomparable,— la possibilité de conquérir l'estime de tous, de faire apprécier son habileté et son ardeur au travail, de se faire connaître, de parvenir à s'établir honorablement. Un bon ouvrier agricole est estimé du paysan, et comme on ne regarde guère à la naissance, dans les campagnes, il court la chance, surtout avec le pécule que son travail lui aura amassé, de faire un bon mariage. En tout cas, il est près du sol, il le cultive, il s'attache aux bêtes qu'il soigne ; il est probable que, même pauvre, même malheureux, il se prendra de ce profond amour du paysan pour la terre, qui est leur poésie à eux, et dont la nostalgie les poursuit presque toujours lorsqu'ils l'ont quittée pour la ville (1).

Enfin, une dernière considération, celle-ci purement économique, doit encourager le placement rural. C'est une banalité de dire que, dans nos campagnes de France, la terre manque de bras. Tourmentés par le désir de gains faciles, séparés de la terre et déshabitués d'elle par les années du service militaire, les jeunes gens d'aujourd'hui désertent la campagne : la ville entrevue dans les récits des camarades, dans

(1) Cette influence moralisatrice du sol est tellement évidente que, dans les colonies pénitentiaires, c'est par les travaux des champs que l'on parvient à ramener la plupart des enfants qui y sont envoyés et que l'on obtient les heureux résultats qu'elles donnent souvent. Sur l'attachement poétique du paysan au sol, cf. le livre d'Emile Guillaumin. *La vie d'un simple. Mémoires d'un Métayer*, un vol. in-18, Paris, 1904.

les articles de journaux et dans les loisirs de la caserne, semble un pays de mœurs et de profits faciles, un Eldorado moderne où la fortune vient sans peine et vers lequel, de plus en plus, par paresse, par envie démocratique, — car aller à la ville leur semble monter un échelon de l'échelle sociale, — tous les paysans se précipitent. Suivant l'heureuse expression d'un romancier, c'est *la terre qui meurt*, pour le grand malheur de notre pays. Lors donc que l'on a un moyen pratique, sinon de remédier à ce dépeuplement, du moins d'en atténuer, dans une certaine mesure, les funestes effets, il est du devoir d'un gouvernement, soucieux de l'avenir, de l'employer. Les enfants assistés envoyés à la campagne y resteront peut-être, en tout cas par le profit, faible sans doute, mais qui, cependant, prend une véritable importance, étant données les conditions économiques de la vie à la campagne, les cultivateurs à qui des enfants seront confiés verront, de ce fait, leur existence rendue plus facile et leurs charges allégées ; plus tard, ils acquerront des travailleurs peu coûteux qui leur permettront d'accomplir, avec le minimum de frais, les entreprises nécessaires à la bonne culture de leurs champs. Le placement rural des enfants assistés, excellent pour leur santé et leur moralité, sera une véritable bonne fortune pour les régions où il s'effectuera.

Ces considérations ont conduit l'administration à user presque uniquement de ce mode de placement et la loi de 1904 a consacré cette manière d'agir. La garde des enfants de l'Assistance publique est devenue, dans certains départements, un véritable métier.

Ceux où elle s'est le plus largement développée sont précisément ceux qui présentent un caractère purement rural, et où il n'existe, pour ainsi dire, aucune industrie. C'est ainsi qu'au 31 décembre 1903, sur une population générale de 52.721 enfants assistés ou moralement abandonnés se rattachant au département de la Seine, 12.580 étaient placés dans la Nièvre, 4.144 dans la Sarthe, 2.676 dans le Loir-et-Cher, 2.412 dans la Côte-d'Or, 2.459 dans l'Orne, 3.581 dans la Saône-et-Loire, 3.645 dans l'Yonne, 1.477 dans l'Ille-et-Vilaine, 1.686 dans le Puy-de-Dôme, 1.387 dans la Somme. Il existait également 5.903 enfants dans l'Allier, 1,628 dans le Cher et 6.120 dans le Pas-de-Calais, départements où l'industrie minière ou métallurgique est considérablement développée ; mais il faut remarquer que dans ces derniers départements, les agences où sont envoyés le plus d'enfants sont précisément les plus éloignés des centres de production industrielle (1).

Donc le placement individuel et nettement rural est le mode ordinaire et régulier de l'éducation des enfants assistés ; il n'est cependant pas obligatoire et nous avons vu qu'une décision motivée du préfet

(1) Ainsi, dans le Pas-de-Calais, tandis que l'agence de Béthune a reçu 75 pupilles en 1904, celle de Montreuil-sur-Mer en a reçu 338, celle de Saint-Paul 111, celles de Doullens, Arras et Hesdin qui recrutent à la fois pour la Somme et le Pas-de-Calais 157, 112 et 80. De même dans le Cher, l'agence de St-Amand a reçu, pendant la même période, 132 enfants, celle de la Châtre, qui recrute aussi pour l'Indre, 165, celle de Romorantin qui place en même temps dans le Loir-et-Cher et dans l'Indre, 83. Enfin si, dans l'Allier, l'agence de Montluçon a placé, en 1904, 103 pupilles, celle de Saint-Pourçain en a placé 263, celle de Moulins 133, celle de Dompierre, 112, celle de Bourbon-l'Archambault, 120, celle de Bourbon-Lancy, pour la Saône-et-Loire et l'Allier, celle d'Ebreuil pour l'Allier et le Puy-de-Dôme, 89 et 183.

peut ordonner qu'il en soit fait autrement ; mais cette décision ne saurait être appuyée que sur l'intérêt bien compris du pupille, notamment lorsque ses dispositions naturelles ou son éducation antérieure le pousseront vers des travaux d'une autre nature. A vrai dire, ces dispositions exceptionnelles seront particulièrement rares pour les enfants abandonnés, car leur admission sera presque toujours trop précoce pour qu'ils aient pu, ainsi que nous l'avons montré, contracter des habitudes durables. Que l'on songe que les enfants abandonnés à partir de l'âge de six ans ne représentent guère que le sixième des enfants abandonnés, tandis que les orphelins et les moralement abandonnés de cet âge représentent respectivement les deux tiers et les quatre cinquième du total (1). Il est donc certain que le placement *a priori* des enfants abandonnés dans une école sera relativement très rare. Aussi ne nous occuperons-nous pas de leur situation dans ces écoles lorsque nous traitons du droit de garde de l'enfant abandonné. Ce que nous pourrions en dire ici trouvera sa place dans le chapitre où nous étudierons le droit de correction ; comme l'un des moyens de correction est précisément l'internement dans une école, ce que nous dirons de la situation de l'enfant en semblable hypothèse s'appli-

(1) En 1904, sur 4.069 enfants abandonnés, 168 avaient de 1 à 7 jours, 1.412 de 8 à 15 jours, 333 de 16 jours à un mois, 250 de 1 à 3 mois, 212 de 3 à 6 mois, 263 de 6 à 12 mois, 123 de 12 à 18 mois, 131 de 18 à 24 mois, 166 de 2 à 3 trois ans, 336 de 3 à 6 ans, 555 de 6 à 13 ans, 87 au-dessus de 13 ans. En fait, donc, 2.668 enfants abandonnés, c'est-à-dire plus des trois cinquièmes avaient moins d'un an lors de leur abandon. Ceux qui étaient plus âgés (1401) étaient moins nombreux que les enfants recueillis du huitième au quinzième jour après leur naissance (1412).

quera également au cas où il y aurait été placé pour un autre motif.

II

L'enfant abandonné est donc placé dans une famille rurale aussitôt après son abandon, à moins que son état de santé ne lui permette pas de supporter les fatigues du transport.

La nourrice qui le recevra devra remplir les conditions exigées par la loi du 23 décembre 1874 et par les règlements administratifs qui en ont été la conséquence (1). Elle devra, en outre, si le pupille est âgé de moins de sept mois, n'avoir pas elle-même d'enfant au-dessous de cet âge (2) ; on n'a pas voulu que le désir du gain fasse courir par la mère les risques d'un double allaitement dangereux également et pour son enfant et pour le *pupille de l'assistance*.

La nourrice doit à l'enfant dont elle s'est chargée les mêmes soins qu'elle donne aux siens propres ; pour l'engager à ne rien négliger, en outre de la rémunération mensuelle à laquelle la garde du pupille lui donne droit, il lui est attribué, lorsque l'enfant à elle confié atteint l'âge de quinze mois, une prime proportionnelle au nombre de mois pendant lesquels la nourrice l'a gardé : c'est la *prime de survie* (3).

(1) Loi du 23 décembre 1874 relative à la protection des enfants du premier âge et en particulier des nourrissons ; addo, décret réglementaire du 27 février 1877.

(2) Loi du 27 juin 1904, art. 24.

(3) Loi du 27 juin 1904, art. 23. Antérieurement à la loi de 1904, le système des primes de survie fonctionnait déjà, mais sous une forme toute différente ; lorsque l'enfant avait neuf mois, le nourricier recevait une prime de 18 fr. ;

« Des mesures propres à diminuer la mortalité des pupilles du premier âge, dit l'exposé des motifs de la loi de 1904 (1), l'attribution d'une importante prime de survie est la plus efficace : il importe que l'intérêt de la nourrice et celui du nourrisson soient solidaires. Sans la prime, il y a antagonisme entre les deux intérêts. »

Après avoir montré « la quantité de peine que l'élevage rationnel impose à la nourrice, à celle-là surtout qui pratique l'allaitement artificiel », l'exposé des motifs continue : « Il faut donc que l'espoir de toucher la prime, de recevoir une allocation qui, au village, est une *vraie somme*, combatte le désir, soit de réaliser des économies, soit de goûter du repos au détriment de l'enfant ; il faut que cet espoir devienne comme un refuge contre les tentations quotidiennes ; qu'au moment où la nourrice hésite avant de dépenser

lorsqu'il atteignait douze ans, une nouvelle prime de 50 fr. lui était attribuée ; enfin, après douze ans, celui qui se chargeait de l'éducation professionnelle de l'enfant recevait à titre d'indemnité, lorsque l'enfant atteignait treize ans, une somme de 50 fr. Il est impossible de se rendre compte actuellement des effets produits par la loi nouvelle. Les statistiques pour 1905 permettront seules de commencer à les apercevoir. Voici quels chiffres nous donnent les statistiques pour 1904. C'est le total des frais, occasionnés par le placement à la campagne des enfants assistés : mois de nourrice et pensions : 5.671.014 fr. 08 ; primes à neuf mois : 30.829 fr. 28. Récompenses à douze ans : 36.450 fr. ; indemnités à treize ans : 6.850. Total : 5.745.143 fr. 36. En même temps, l'*Ann. stat. de la ville de Paris*, pour 1903, p. 129, nous indique que du 10^e au 365^e jour de vie la mortalité en France est de 142 p. 1.000 : elle s'élève à 225 p. 1.000 pour les enfants en nourrice et à 253 p. 1.000 pour les enfants assistés ; pendant la même période, pour les enfants nés dans la Seine la mortalité générale est de 169 p. 1.000 ; celle des enfants en nourrice de 262 p. 1.000, celle des enfants assistés de 226 p. 1.000. Cette moyenne est celle des années 1898, 1899 et 1900.

(1) *J. Off.* 1892, *Sén. doct. parl.*, annexe n° 27, pp. 102, col. 2 et 3 et 103 col. 2.

quelques sous de lait pour le pupille, au moment où elle se dispose à le quitter pour une demi-journée en vue d'une maigre rétribution, au moment où, accablée de lassitude, elle va oublier pour une nuit le petit être qui lui a été confié, l'évocation de la prime l'incite à acheter le lait nécessaire, à demeurer auprès du berceau, à ne pas tenir compte de sa fatigue. Le bénéfice poursuivi, c'est la conservation du pupille : il est juste, il est utile d'associer au bénéfice celle qui en est le principal agent. »

La *prime de survie* est un droit pour la nourrice, par le seul fait que le *pupille de l'assistance* a atteint l'âge de quinze mois.

« Ce serait dénaturer la prime et en briser l'effet que de la transformer en une gratification accordée ou refusée selon l'avis de l'inspecteur ; cette allocation doit être un sursalaire. Aucune place n'est laissée à l'arbitraire, la survie de l'enfant crée la dette » (1).

L'âge de quinze mois, pour lequel l'attribution de la prime est spécifiée permettra de dépasser la période la plus dangereuse de l'enfance, celle où la mortalité est la plus forte. Passé cet âge, l'enfant a moins besoin des soins de la mère ; il peut être abandonné à lui-même et il n'est plus nécessaire qu'il soit l'objet d'une surveillance de tous les instants.

Lorsque l'enfant sera en âge, il devra être envoyé à l'école. La loi de 1904 a soin de le spécifier (art. 25) : « Le nourricier est tenu, à l'égard du pupille, aux obligations auxquelles sont assujettis les parents par la loi du 28 mars 1882, sur l'enseignement primaire ».

(1) *J. Off.* 1892, *Sén. Doc. parl.* Annexe n° 27, p. 103, col. 2.

Si le législateur a tenu à formuler cette prescription qui n'est qu'une application de la règle générale à laquelle sont obligés tous les Français, c'est parce qu'antérieurement au vote de cette loi, les dispositions sur l'enseignement obligatoire étaient assez mal respectées, du moins si nous en croyons les auteurs du projet de loi déposé en 1892. « Dans beaucoup de départements, disait l'exposé des motifs (1), les pupilles ne vont pas régulièrement à l'école et l'administration se reconnaît impuissante à exiger des nourriciers l'exécution de la loi ».

Il faut croire, cependant, que les rédacteurs du projet se montraient singulièrement pessimistes ou que, depuis lors, la vigilance de l'administration a beaucoup transformé l'état des choses, car le rapport pour les enfants assistés de la Seine en 1904 accuse 20.032 élèves assidus à l'école sur 20.080 pupilles dans l'âge de la scolarité ; il n'y aurait donc eu que 48 manquants et encore le rapport constate-t-il que ces « exceptions sont uniquement imputables à l'état de santé des enfants malades ou infirmes » (2) ; il nous apprend, en outre, que 1547 enfants ont fréquenté les classes avant l'âge de six ans et que 795 ont continué à les suivre après cet âge.

D'ailleurs, non seulement l'administration n'épargne rien pour arriver à procurer à chaque enfant assisté, la présence sur les bancs de l'école pendant la période d'instruction obligatoire, mais même elle tend à faire obtenir à chaque *pupille de l'Assistance* le certificat d'études primaires.

(1) *J. Off.* 1892, *Sén.*, *doc. parl.*, annexe n° 27, p. 403, col. 3.

(2) *Ann. stat. de la ville de Paris*, 1904, p. 916.

Le rapport qui vient d'être cité indique qu'en 1904 il a été présenté 1.466 enfants, sur lesquels 1.039, dont 745 âgés de moins de treize ans, ont obtenu le certificat d'études.

Puis, il énumère les récompenses pécuniaires accordées aux intéressés : 52,350 fr. aux nourriciers ; 41.880 fr. aux instituteurs qui ont préparé avec succès les pupilles ; enfin, 10.470 fr. aux pupilles eux-mêmes qui ont obtenu le certificat d'études (1).

Le conseil général de la Seine a fait plus encore : par délibération du 28 octobre 1892, il a disposé que, chaque année, un certain nombre d'enfants abandonnés seraient appelés à concourir pour l'obtention de bourses dans les écoles et lycées de Paris, donnant ainsi à ceux d'entre eux qui présentent de véritables dispositions les moyens d'arriver aux plus hauts emplois (2).

L'administration ne se préoccupe pas seulement d'attirer l'enfant à l'école et de le faire instruire, elle veut aussi que le temps passé dans les classes ait pour lui une véritable utilité, que ce soit un temps de formation morale, qu'on lui donne les habitudes d'ordre, d'économie, de prévoyance qui lui permettront de vivre une vie indépendante et de n'être pas, sur la fin de ses jours, à la charge de la Société.

(1) Ce qui, ajouté aux 219.714 fr. 27 de fournitures scolaires, grève le budget de la ville de Paris de 324.414 fr. 27.

(2) On pourrait se demander si, en multipliant les libéralités intellectuelles, on rend un véritable service au *pupille de l'Assistance*. Pour un qui réussira, combien échoueront et, parmi ceux qui connaîtront le succès combien seront obligés de borner leur ambition à un poste modeste, inutile et peu rémunéré de l'Administration. Ce système de bourses à outrance, toujours peu recommandable, nous semble offrir ici un véritable danger social de déclassement des pupilles.

C'est qu'en effet, l'éducation des enfants assistés présente une importance beaucoup plus grande que celle des enfants ordinaires : il importe bien plus à un pays qu'elle réussisse et produise les citoyens utiles qu'elle a pour but de former.

Un enfant, né dans des conditions normales, appartient à une famille ; il a des devoirs envers elle, mais elle aussi a des devoirs envers lui et il peut lui demander de les remplir. Notamment, c'est la famille qui veille autour de son berceau et doit pourvoir aux besoins de son enfance ; c'est elle qui, plus tard, devra alléger le fardeau de sa vieillesse. Si l'enfant est mal élevé, s'il ne peut se suffire à lui-même, la famille en souffrira ; mais l'Etat ne sera pas atteint ou du moins, il ne le sera que par une sorte de choc en retour et en tant seulement que la ruine des familles porte atteinte à la prospérité de l'Etat ; en tout cas, il y a des chances pour que l'enfant ne tombe pas directement à sa charge (1).

Supposez, au contraire, un enfant assisté, que son éducation soit mal faite, qu'il soit gaspilleur, imprévoyant : à la charge de la Société dès sa naissance, il y restera toute sa vie, il vivra d'elle ; il n'aura d'autres ressources que les secours qu'il parviendra à obtenir de temps à autre. Il sera un parasite social.

(1) Il faut noter, cependant, que la tendance moderne semble être de faire assumer toujours ces charges par l'Etat : cf. lois des 15 juillet 1893 *sur l'assistance médicale gratuite* et 14 juillet 1905 *sur l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables* ; projets et propositions de lois sur les retraites ouvrières.

L'administration de l'Assistance publique a très bien compris le danger certain que présente pour la Société un semblable état de choses et elle a songé à y remédier en développant parmi ses pupilles l'esprit de prévoyance qui, seul, parviendra à le dissiper.

Dans ce but, M. Waldeck-Rousseau, alors ministre de l'intérieur, adressa aux préfets une circulaire, datée du 29 juillet 1901 (1), par laquelle il les priait de proposer au Conseil général de leur département « de voter le modique crédit nécessaire pour assurer aux enfants assistés d'âge scolaire le versement de 0 fr. 10 par semaine, soit 5 fr. 20 par an pour chacun d'eux », afin de leur permettre de faire partie des mutualités scolaires.

Il insistait sur l'importance de semblables versements : « L'intérêt de ces enfants à être associés à ces mutualités, disait-il, ne saurait être contesté et cette considération devrait suffire pour qu'on ne recule pas devant le léger sacrifice qu'entraînerait le paiement de leurs cotisations. Un intérêt moral existe aussi à ce que les pupilles de l'administration ne subissent pas l'humiliation d'être tenus à l'écart de ces groupements ; enfin, un intérêt social de premier ordre s'attache à l'admission du plus grand nombre aux bénéfices des mutualités ».

(1) La circulaire du 29 juillet 1901 se trouve à sa date dans le *Bulletin Officiel du Ministère de l'Intérieur*, recueil mensuel édité à Paris et qui forme chaque année un volume in-8° ; c'est d'après ce *Bulletin* que sont citées toutes les circulaires qui seront indiquées au cours de cette étude sans autre référence.

Il exposait ensuite les considérations que nous avons nous-mêmes développées et démontrait la faible charge qui en résulterait pour les départements qui voudraient adopter cette mesure salubre (1).

Depuis, une circulaire du 6 avril 1904, signée de M. H. Monod, directeur de l'Assistance et de l'hygiène publique, reprend ces mêmes considérations et accentue encore le sacrifice demandé au département : il ne suffit plus de faire de l'enfant un mutualiste scolaire ; « il faut que le livret de la caisse des retraites, une fois établi, reçoive les inscriptions périodiques de versement ; il faut, de plus, que le pupille soit dirigé vers une mutualité d'adultes où il pourra être admis généralement depuis la 18^e année.... Il appartiendra donc aux inspecteurs des enfants assistés de faire choix, pour leurs pupilles, des sociétés du département qui offrent le plus de facilités à l'admission parmi leurs membres participants des enfants provenant des Sociétés scolaires. »

Pour cette admission, il faudra de nouveaux versements, mais comme ceux-ci seront plus importants que ceux exigés pour participer aux bénéfices des

(1) « En prenant cette mesure à laquelle j'attache une très grande importance, disait la circulaire de M. Waldeck-Rousseau, le Conseil général pourra, s'il ne croit pas le département en situation de faire cette légère libéralité, décider que l'allocation sera une simple avance remboursable ultérieurement sur les gages que recevra le pupille lorsqu'il sera placé. Il pourra également, puisque c'est le département qui fait face aux frais de maladie de ses pupilles, encaisser l'indemnité de 0 fr. 50 par jour payée à tous les enfants associés en cas de maladie. »

» Au surplus, je crois devoir spécifier que la dépense résultant des cotisations des enfants assistés sera admise au nombre de celles dont l'Etat remboursera le cinquième. »

petites Cavé (1) ; le directeur de l'assistance et de l'hygiène publique ne demande pas directement aux préfets de proposer aux Conseils généraux de les prendre à la charge de leurs départements respectifs. Mais c'est bien là le but de la circulaire et il apparaît clairement lorsqu'elle indique, comme en passant, que les avances faites aux pupilles pour les versements post-scolaires cesseront dès que seront suffisants pour y satisfaire les gains faits par eux dans les travaux auxquels ils seront appliqués pendant les dernières années de leur minorité : « Mais il est bien entendu que du jour où ces enfants gagnent une rétribution, c'est sur le produit de leur travail que doit être imputé le paiement de leur cotisation ; et il sera d'un enseignement excellent de le leur faire connaître, en les mettant au courant du jeu de l'institution et du but de la mutualité » (2).

(1) Les mutualités scolaires sont très souvent appelées *petites Cavé* du nom de M. Cavé qui, en 1881, fonda la première dans les écoles xix^e arrondissement de Paris. Les mutualités scolaires consacrent, d'ordinaire, la moitié des versements hebdomadaires, soit cinq centimes, à l'acquisition de livrets de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse, au nom de leurs adhérents. Cf. à ce sujet *Revue Pédagogique*, nouvelle série, t. XXI, pp. 16 et s. (15 juillet 1892) ; T. XXIX, pp. 186 et s. (15 août 1896) ; T. XXXII, pp. 495 et s. (15 juin 1898) et T. XXXIV, pp. 502 et s. (15 juin 1899). Voir également Henri Rousseau. — *La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse*, thèse de Poitiers, un vol. in-8°, Dijon, 1904, pp. 125 et s.

(2) M. H. Monod se préoccupe également des pupilles qui n'auraient pas joui des bénéfices de la mutualité scolaire : « D'autre part, du fait de ce que certains enfants, pour un motif quelconque, n'auront pas été affiliés aux mutualités scolaires, il ne doit pas résulter nécessairement l'exclusion de ces enfants du bénéfice qui résulte de l'ouverture d'un livret de caisse des retraites antérieurement à la majorité. L'inspecteur des enfants assistés devra donc se préoccuper d'assurer à ses pupilles l'entrée des groupements mutualistes et quand la chose ne lui paraîtra pas possible, il devra tout au moins les faire bénéficier de l'ouverture d'un livret individuel de caisse des retraites. »

Quelle que soit l'opinion définitive que l'on ait sur l'efficacité et sur l'influence moralisatrice des mutualités scolaires, on ne peut que louer l'administration de cet effort pour le développement de la prévoyance chez ses pupilles (1).

Ainsi l'administration de l'Assistance publique dirige les efforts de ceux qui sont chargés de la garde de l'enfant abandonné vers ce double but : donner aux pupilles une instruction primaire solide, leur inculquer des principes et des habitudes de prévoyance. Elle ne semble, par contre, s'inquiéter nullement de leur éducation religieuse.

A vrai dire, dans les règlements anciens, antérieurs pour la plupart à la seconde moitié du ^{xix}^e siècle, on s'en préoccupait volontiers. Aujourd'hui, aucun texte n'indique plus que la pensée d'une instruction religieuse à donner aux *pupilles de l'Assistance* ait inspiré le législateur (2).

Pratiquement on laisse, sur ce point, aux nourriciers, la liberté de faire instruire l'enfant dans sa reli-

(1) En effet, il ne nous semble pas probable que beaucoup de pupilles continuent après leur majorité les versements faits pour eux pendant leur jeunesse, mais du moins trouveront-ils à la fin de la vie la petite rente à laquelle ces versements leur donnent droit.

(2) Cependant, les enfants de l'Assistance sont officiellement baptisés par les soins de l'Assistance publique lorsqu'ils ne l'ont pas été antérieurement. C'est une prescription très ancienne contre laquelle les protestations s'élèvent assez fréquemment aujourd'hui. A la séance du Conseil général de la Seine, du 5 décembre 1900, M. Navarre disait à ce sujet : « M. le Directeur (des enfants assistés), fait baptiser, soit à l'eau bénite, soit au sécateur, tous les enfants qui lui sont amenés à moins d'une opposition formelle de la part des parents. » (*Bulletin mun. off. de la ville de Paris*, 1900, pp. 387, col. 2.) Sur la légèreté avec laquelle se font ces baptêmes, cf. H. Jolym, *Assistance publique et bienfaisance privée, les enfants assistés*, étude parue dans le volume *De la Corruption de nos institutions*, un vol. in-12, Paris, 1903, p. 217.

gion ou, au contraire, de l'élever en dehors de toute pensée religieuse. Il semble bien, d'ailleurs, qu'en fait, on pousse autant que possible à ce dernier parti.

D'une part, il est avéré que les opinions politiques et religieuses et les influences électorales pèsent d'un poids considérable, sur le choix des nourriciers ; certains affirment même qu'elles sont la seule considération à laquelle on ait égard. Or, bien entendu, ce ne sont pas vers les catholiques pratiquants que vont, autant que possible, les désignations à ces places vivement postulées.

D'autre part, le nourricier est obligé de mettre le pupille à l'école laïque ; il semble même que cette obligation n'est contestée par personne et est complètement passée dans nos mœurs (1) ; mais ce n'est pas à cela seulement que se bornent les exigences de l'administration de l'Assistance publique ; trop souvent ce sont les enfants du nourricier eux-mêmes dont elle exige l'envoi à l'école laïque, sous peine de voir retirer les pupilles qui ont été confiés aux parents (2).

(1) Discours de M. Gaston Méry, (*Bull. mun. off. de la ville de Paris*, 1900, pp. 3.750, 3^e col. et 3.751, 1^{re} col.) le 28 novembre 1900 : « J'admets — et que cela soit bien entendu une fois pour toutes — que l'Administration a le droit d'exiger que les enfants confiés à sa tutelle soient placés à l'école laïque ; le respect de la neutralité en matière religieuse l'exige en effet ».

(2) Cependant le Conseil général de la Seine, dans sa séance du 5 décembre 1900, a voté, après une discussion assez confuse, par 30 voix contre 27 et 36 abstentions, l'ordre du jour suivant déposé par M. Foursin : « Le Conseil général, résolu à respecter le principe de l'enseignement laïque donné aux pupilles du département de la Seine et à faire respecter également la liberté de conscience des pères de familles, passe à l'ordre du jour ».

Il y a là un véritable abus de pouvoir d'autant plus scandaleux que les contrées où sont effectués les placements d'enfants assistés sont précisément celles où les croyances religieuses subsistent encore dans une large mesure. On court donc, sans cesse, le risque de mettre les nourriciers entre l'obligation de perdre un gain qui, malgré la faiblesse des sommes allouées, constitue, cependant, un salaire en argent très appréciable pour un ménage de petits cultivateurs, ou de sacrifier ce qu'il considère comme un devoir. Quelle que soit l'option du nourricier, le pupille ne saurait s'en trouver bien : s'il abandonne l'enfant, ce sera un déchirement dans les affections de ce dernier et le risque pour lui d'être confié à des nourriciers auprès desquels il ne retrouvera ni la même tendresse, ni les mêmes soins ; si, par contre, il cède aux exigences de l'administration et garde l'enfant, cette capitulation n'ira pas sans quelque déchéance morale qui le mettra peu à peu de former l'intelligence et la conscience de l'enfant.

Mais, même en ne poussant pas les choses à l'extrême, en se contentant de négliger l'éducation religieuse de l'enfant assisté, il nous semble que l'administration de l'Assistance publique a commis une faute. On peut différer de sentiments sur les bienfaits de la formation en dehors de toute confession religieuse ; ce que l'on ne peut nier, c'est que la religion, et particulièrement la religion catholique, ne soit un puissant élément d'ordre. A des enfants, que les circonstances ont jeté en dehors de la société régulière, et que l'on s'est donné la tâche de reclasser, cet élément ne devait pas être retiré à la légère.

Quoiqu'il en soit, l'administration se borne à assurer l'instruction du *pupille de l'Assistance* et à lui inculquer des habitudes de prévoyance, sans prendre aucune mesure pour son éducation religieuse.

Lorsqu'il a atteint sa treizième année, le législateur décide que le nourricier qui l'a « gardé pendant dix ans au moins, l'a élevé avec soin et envoyé régulièrement à l'école publique, peut recevoir une récompense dont la quotité est fixée par le Conseil général » (1). Cette prime n'a rien de commun avec la *prime de survie* ; elle n'est pas une sorte de gain légal ; elle dépend de la volonté de l'Administration qui l'accorde dans les cas où elle le juge bon. Nul ne peut y prétendre comme à un droit.

III

La treizième année marque une date importante dans l'existence du pupille, c'est celle où cesse le placement chez le nourricier.

A partir de cette date, aucune pension n'est plus payée à celui-ci ; on considère le pupille comme étant en état de rendre à celui chez lequel il se trouvera assez de services pour compenser les dépenses qu'il lui cause (2).

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 23, al. 3.

(2) Loi du 27 juin 1904, art 26, al. 4 : « La pension est payée au nourricier jusqu'à ce que le pupille ait treize ans révolus, sauf les cas de prolongation prévus par le Conseil général ». L'exposé des motifs (*J. Off.*, 1892, *Sén.*, *doc. parl.*, annexe n° 27, p. 103, 3^e col. *infra*), commente ainsi cette restriction : « Dans la grande majorité des cas, la pension prend fin quand le pupille a treize ans. Cependant la règle ne va pas sans exceptions. Il y a des infirmes qu'il n'est pas nécessaire d'hospitaliser, qu'il est même préférable, dans leur intérêt, de laisser à la campagne, et pour lesquels naturellement une pension est exigée ; il y a les débiles, les arriérés qu'on ne saurait non plus placer au pair... »

C'est à treize ans que commencera son apprentissage, c'est-à-dire son éducation professionnelle.

Il faut, en effet, que l'enfant abandonné reçoive une éducation professionnelle, elle est l'une des conditions essentielles de son reclassement. Il est trop évident, pour qu'il soit utile d'y insister plus longuement, que, si l'on négligeait de mettre l'enfant à même de gagner sa vie lorsqu'il sera en âge de le faire, il resterait perpétuellement à la charge de la société, et l'œuvre de l'Assistance deviendrait en définitive plus nuisible qu'utile puisqu'elle aboutirait, en sauvant la vie aux *pupilles de l'Assistance*, à augmenter les charges de l'Etat, sans aucun profit ni pour lui, ni pour la société.

D'ailleurs, le travail régulier dans une profession à laquelle l'individu s'attache, est une garantie de moralité. Le proverbe qui dit que l'oisiveté est mère de tous les vices, exprime une vérité profonde et que l'on ne saurait trop méditer. L'homme vraiment travailleur est un honnête homme (1).

Les enfants abandonnés seront donc mis en apprentissage à treize ans (2).

(1) Cet effet salulaire du travail a toujours été compris de ceux qui s'occupent des œuvres d'assistance. C'est ainsi qu'au xvn^e siècle nous voyons, la dévote assemblée charitable connue sous le nom de *Compagnie du Saint-Sacrement*, organiser, notamment pour les jeunes filles, recueillies par ses soins, un système de placement en apprentissage. (Raoul Allier). — *La Cabale des Dévôts, 1627-1666*, un vol. in 48, Paris, 1902, ch. IV § VI, pp. 72 et s.

(2) La loi de 1904 fait cesser le placement en nourrice à treize ans sans s'occuper de savoir s'il a ou non son certificat d'études et, dans le cas où il en est titulaire, s'il l'a obtenu seulement à treize ans ou dès la douzième année. Il ne rentrera jamais en apprentissage qu'à treize ans. Il n'est admis en ce cas aucune dérogation analogue à celle de l'art. 2 de la loi du 2 novembre 1892.

Guidés par la pensée, dont nous avons déjà eu l'occasion de les louer, de fixer l'enfant à la campagne, les auteurs de la loi de 1904 ont préféré à tout autre ce mode de placement. Ce ne sera qu'exceptionnellement que le *pupille de l'Assistance* sera appelé à des professions autres que les professions agricoles. Il faudra qu'il révèle des dispositions exceptionnelles pour un autre métier ou que, recueilli, à un âge assez avancé, il ait déjà commencé à en pratiquer un autre (1).

Donc, en principe, la profession à laquelle sera voué l'enfant abandonné sera la culture et les travaux agricoles.

En 1904, sur 19,181 enfants assistés ou moralement abandonnés, âgés de plus de treize ans, 16,146 étaient employés dans l'agriculture; parmi eux, on comptait 3,620 garçons sur 10,856 assistés et 6,526 filles sur 8,325.

Parmi les autres professions, les plus fréquemment adoptées, étaient : pour les hommes, mineurs : 138; domestiques, 95; verriers, 83; maréchaux-ferrants, 80; bonnetiers, 64; boulangers, 52; tailleurs d'habits, 47; cordonniers, 46; usiniers, 42; bourreliers, 41; garçons de magasin, 34; menuisiers, 34; couteliers, 27; charrons, 24; sabotiers, 22; employés de commerce, 22; maçons, 20; — pour les filles, — domestiques : 1,271; couturières, 188; bonnetières, 41; infirmières, 37; lingères, 24; corsetières, 18; blanchisseuses, 14; employées de commerce, 12.

(1) Nous ferons remarquer, une fois de plus, que pour les enfants abandonnés cette hypothèse se trouvera très rarement réalisée.

La majorité des pupilles de l'Assistance sont donc dirigés vers les occupations agricoles.

Dès lors, on cherchera à les maintenir dans les placements où ils ont été mis tout d'abord et qui sont, en règle générale, des placements ruraux. Il est, en effet, de l'intérêt de l'enfant de rester dans le milieu où il s'est élevé, de ne pas être enlevé aux affections qu'il s'est créées, de ne pas être transplanté dans un monde nouveau où ne connaissant personne, et n'étant connu de personne, il aura moins de force pour résister aux tentations qui viendront l'assaillir et risquera davantage de se pervertir et de faire un déclassé.

Cependant, il ne faudrait pas que ces considérations, très justes en elles-mêmes, fassent perdre de vue le point essentiel : l'intérêt de l'enfant. L'enfant ne restera à ses nourriciers que si ceux-ci lui offrent toutes les garanties morales désirables et des avantages pécuniaires à peu près égaux à ceux offerts par d'autres personnes. Il ne faut pas que la qualité de nourricier devienne un titre à l'exploitation de l'enfant abandonné.

Dans tous les cas, le contrat d'apprentissage doit être fait par écrit. C'est là une exigence spéciale au *pupille de l'Assistance* et que le droit commun ne connaît pas la loi du 22 février 1851, n'imposant jamais la nécessité d'un acte écrit.

Cet acte est passé, au nom du pupille, par l'Inspecteur départemental de l'Assistance publique, délégué par le Préfet, tuteur légal de l'enfant abandonné. Il fixe les conditions du placement et le salaire alloué à l'enfant (1).

(1) Ce contrat d'apprentissage est entièrement gratuit ; l'art. 23 de la loi du 27 juin 1904 le déclare dispensé du droit de timbre.

C'est la chartre qui réglera les relations du patron avec le pupille.

En principe, le pupille doit rester dans le lieu où il a été placé; cependant, pratiquement, l'administration consent assez facilement à le changer de placement, si celui où il a été mis est mauvais ou désavantageux ou, simplement, si l'enfant désire changer. Elle a compris que le mieux, pour le pupille, était de ne pas être contraint inutilement et elle s'efforce, dans la mesure où ils sont acceptables, à satisfaire ses désirs.

L'époque de l'apprentissage est celle aussi où le placement collectif se substitue, pour quelques-uns des enfants abandonnés, au placement individuel. Certains pupilles, — en très petit nombre, — sont placés dans des écoles professionnelles.

Ce sont les écoles d'Alembert, à Montévrain (Seine-et-Marne), et Le Nôtre, à Villepreux (Seine-et-Oise), pour les garçons; les établissements Braille, à Saint-Mandé (Seine) (1), pour les aveugles des deux sexes; l'école professionnelle et ménagère d'Yzeure, près de Moulins (Allier), pour les filles (2).

Au 31 décembre 1904, l'école d'Alembert comprenait 89 enfants, dont 11 étaient moralement aban-

(1) 5, 7 et 9, rue Mongenot. Cet établissement n'est pas réservé aux seuls enfants de l'Assistance publique : d'une façon générale, il est affecté aux jeunes aveugles du département de la Seine.

(2) L'école d'Yzeure reçoit des enfants au-dessous de treize ans; la limite extrême de l'entrée est quatorze ans; au 31 décembre 1904, elle avait 26 élèves âgées de moins de treize ans. A Paris, un autre établissement pour les filles, l'orphelinat Drouchin, 63, rue de la Folie-Méricourt, est réservé aux pupilles appartenant de préférence au XI^e arrondissement, et âgées de 3 à 13 ans. Ces pupilles ne doivent être qu'au nombre de huit.

donnés; 61 d'entre eux apprenaient la typographie, 28 l'ébénisterie. A la même date, l'école Le Nôtre avait 49 élèves, 2 seulement appartenaient à la catégorie des moralement abandonnés; on leur donnait un enseignement professionnel théorique et pratique d'horticulture et d'arboriculture. Enfin, les établissements Braille renfermaient neuf pupilles, six garçons et trois filles. Les garçons apprennent la vannerie, la broserie, le cannage et le rempaillage des chaises; les filles, la confection de couronnes de perles et de tricots.

L'école d'Yzeure contenait, au 31 décembre 1904, 303 jeunes filles de l'Assistance, parmi lesquelles 25 étaient des moralement abandonnées. L'école comprend un atelier de lingerie dans lequel ont figuré, en 1904, 80 élèves; un atelier de corset qui en comprenait 60; un atelier de confection ayant également 60 élèves; un atelier de broderie ayant 41 élèves; en outre, 50 reçoivent dans un atelier dit préparatoire, les premières notions de couture et de raccommodage; toutes suivent des cours de cuisine et passent à tour de rôle à la buanderie; enfin, un atelier de repassage réservé principalement à celles qui se destinent à être femme de chambre, complète l'éducation qui leur est donnée.

IV

Quelle que soit la personne à laquelle la garde de l'enfant soit confiée, le fait seul de cette garde entraîne pour celui qui en assume la charge une certaine responsabilité.

Cette responsabilité est formulée dans l'art.1384 du code civil : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. »

Le code énumère ensuite les père et mère, les maîtres et les commettants, les instituteurs et les artisans qui sont responsables des dommages causés par leurs apprentis, leurs élèves, leurs préposés, leurs domestiques, leurs enfants mineurs.

Cette responsabilité n'a pas, dans tous les cas, même étendue, et si le code nous apprend que les père et mère, les instituteurs et les artisans peuvent prouver, pour s'exonérer, qu'il leur a été impossible d'empêcher l'acte reproché ; on admet d'une façon constante qu'aucune preuve analogue n'est permise aux maîtres et commettants. Mais, par contre, ceux-ci ne répondent que des dommages causés « par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés », tandis que les autres sont responsables de tous les faits dommageables de leurs enfants mineurs, élèves ou apprentis.

Quelle est, de ces diverses responsabilités, celle qui doit être appliquée au gardien de l'enfant abandonné ?

Tout d'abord, il est certain que l'on ne saurait l'assimiler aux père et mère, car s'il a la garde de l'enfant, il n'a pas sur lui le *droit de garde*. Il est dans la situation d'une personne à qui le père de famille a confié son enfant. Le *droit de garde* n'en reste pas moins au père. Ici, c'est l'Administration, tutrice de

l'enfant, qui joue le rôle du père de famille. C'est à elle que le *droit de garde* est réservé.

Le nourricier doit être assimilé aux instituteurs et artisans dont parle l'art. 1384; il leur ressemble par ce devoir d'éducation dont, comme eux, il est tenu.

Il sera donc responsable de tous les faits dommageables commis par les pupilles qui lui auront été confiés; mais il pourra échapper à cette responsabilité en établissant qu'il a fait tout ce qu'il lui était possible de faire pour empêcher l'accident ou le dommage à l'occasion duquel il est civilement poursuivi. A notre connaissance, les recueils judiciaires ne contiennent, sur cette question, aucune décision; les tribunaux n'ont pas été appelés à se prononcer sur la responsabilité du père nourricier; mais il nous semble qu'elle devrait être appréciée avec une large indulgence. Sans doute, le père nourricier est un salarié; mais son salaire est très faible, à peine suffisant, pour lui permettre de faire face aux dépenses que l'enfant occasionne; on ne peut vraiment dire qu'il lui permet des bénéfices. Elever des enfants de l'Assistance est véritablement un ministère de charité. Ce sont des circonstances dont il faut tenir compte dans l'appréciation de la responsabilité du nourricier et, à cause desquelles, les tribunaux ne doivent pas hésiter à montrer une véritable indulgence dans l'appréciation des faits d'où résulte la preuve de l'impossibilité, pour le nourricier, d'empêcher l'acte dommageable qu'a commis l'enfant.

Lorsque celui-ci, ayant achevé sa treizième année, est placé en apprentissage, on pourrait penser que la responsabilité du gardien de l'enfant découlera du

même principe et devra suivre les mêmes règles. Nous ne le croyons pas, cependant. Lorsque l'art. 1384 du code civil parle des artisans responsables des apprentis, il ne songe qu'à une seule espèce d'apprentissage, l'apprentissage industriel. Il ne vise ni l'apprentissage commercial, ni surtout l'apprentissage agricole. Pour ceux-ci s'applique le paragraphe du même article où il est dit que « les maîtres et commettants » sont responsables « du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. » Le code civil a employé dans son sens traditionnel l'expression *apprentis*, le sens que lui avait donné la pratique des corporations et des corps de métier de l'ancienne France. Tout au contraire, la loi de 1904 en parlant d'*apprentissage* à propos de pupilles qu'elle voue aux travaux agricoles, l'a employé dans son sens étymologique, non point dans son sens juridique. Celui qui commence à se livrer à l'agriculture, qui apprend chez les particuliers les connaissances nécessaires pour devenir un bon cultivateur est un ouvrier agricole, un domestique, un valet de ferme : ce n'est pas un *apprenti*.

Donc, pour la majorité des enfants abandonnés âgés d'au moins treize ans accomplis, la responsabilité encourue par leurs gardiens sera celle du maître relativement aux actes de ses domestiques : ils seront seulement responsables des actes accomplis par les pupilles dans les emplois qu'ils leur auront confiés ; mais, dans ces limites, ils seront indéfiniment responsables, et sans possibilité d'admission de la preuve contraire. En outre, il se pourra qu'en fait leur responsabilité soit plus étendue et comprenne,

comme celle de l'instituteur et de l'artisan, mais avec les mêmes restrictions, tous les actes dommageables du pupille. C'est là une question de fait pour la solution de laquelle les tribunaux auront à s'inspirer de l'âge de l'enfant abandonné et des circonstances dans lesquelles il a été placé chez son maître actuel, plus sévère si l'enfant est jeune, et si le maître est l'ancien nourricier, plus indulgents dans le cas contraire.

Si le pupille est placé chez un artisan ou dans une école professionnelle, ce sont les règles habituelles de responsabilité de cette catégorie d'individus qui s'appliqueront (1).

(1) Les directeurs des diverses écoles professionnelles que nous avons eu l'occasion d'indiquer au cours des pages qui précèdent sont et restent personnellement responsables des dommages causés par les enfants qui leur sont confiés. Leur caractère et leurs fonctions ne permettent pas de leur appliquer le traitement de faveur que la loi du 2) juillet 1899 a réservé aux membres de l'enseignement public (art. 1334, *in fine*) ; la responsabilité de l'Etat ne saurait, à notre sens, être substituée à leur responsabilité propre.

CHAPITRE II

Correction de l'enfant abandonné.

§ I. — Correction de fait. — Droits du nourricier. — Régime des écoles professionnelles. — L'école d'Yzeure. — § II. — La loi du 28 juin 1904. — Régime antérieur : les écoles de réforme. — Régime actuel. — Pupilles *difficiles*. — Les nouvelles écoles professionnelles. — Pupilles *vicieux*. — L'envoi en correction. — Différenciation des sujets. — Affection pour le pupille.

I

Les parents ont, sur leurs enfants, certaines prérogatives par lesquelles ils assurent le respect de l'autorité paternelle et l'éducation des enfants rebelles ou incorrigibles. C'est ce que l'on nomme généralement le droit de correction ; le code civil le régit dans ses articles 375 et suivants au titre de la *puissance paternelle*.

Ce droit exorbitant, qui peut aller jusqu'à la détention pendant six mois, dans une maison à ce destinée, est la prérogative la plus redoutable dont soit armée la main du chef de famille. Elle est le seul côté où reparaisse encore l'omnipotence du *paterfamilias* romain ici-même, d'ailleurs, bien déchue, bien diminuée de son antique éclat.

Si restreinte qu'elle se trouve, cependant, cette prérogative n'a de raison d'être que la famille, et ne saurait être exercée là où la famille civile ou naturelle

n'existe pas, que par le tuteur qui la remplace (article 468, code civil).

Le nourricier ne saurait donc prétendre au droit de correction.

Est-ce à dire qu'il demeurera spectateur impuissant de toutes les actions mauvaises de l'enfant ? que, responsable de ses méfaits, il n'aura pas la possibilité de l'en châtier, et que sa seule ressource sera de résoudre le contrat qui lui en donne la charge et d'en quitter la garde ? Evidemment non : le nourricier n'a pas le droit de correction, mais il peut corriger l'enfant, soit par des privations appropriées, soit même manuellement. Les taloches sont une conséquence presque fatale de l'éducation. Montaigne nous a dit le bienfaisant effet des verges sur la formation du caractère. Cette vérité de son temps n'est pas une erreur aujourd'hui ; mais les mœurs se sont adoucies, les siècles ont passé : nous sommes moins rudes que nos ancêtres et le nourricier, plus que tout autre, fera bien de ne pas abuser des punitions, s'il ne veut que la vigilance des inspecteurs de l'Assistance ne lui enlève quelque jour son pupille maltraité ou même que la malice ou l'émotion d'un voisin ne voie en cet enfant un petit martyr. Il y a donc là un mélange d'humanité, de tact et de mesure qu'il appartient au nourricier de convenablement doser, afin de ne pas se voir exposé à de désagréables conséquences.

Dans les écoles professionnelles, les punitions sont établies d'après une progression savante qui varie suivant les écoles. Voici, à titre d'exemple, la liste

des punitions applicables aux élèves de l'école professionnelle et ménagère d'Yzeure (1).

« Les punitions prévues par le règlement de l'école, et qui sont les seules appliquées, sont les suivantes :

» 1° La réprimande, particulière, si la faute est commise pour la première fois, publique à la conférence du dimanche, si l'élève n'a pas tenu compte d'une première observation ;

» 2° L'imposition d'une amende, dont la valeur est déduite de la somme que l'élève aurait à toucher à la fin du mois ;

» 3° Les mauvaises notes, correspondant à la privation de dessert, de récréation ou d'une fête ; enfin, à la privation du séjour chez les nourriciers pendant les vacances. Cette dernière punition n'est imposée que pour une faute grave ou pour paresse et indiscipline habituelles. Peu d'élèves s'y exposent. L'influence morale exercée par les maîtresses permet de recourir le moins possible aux punitions.

» Le renvoi de l'école est prononcé par le directeur de l'Administration, pour des faits graves, et on est rarement obligé d'appliquer cette mesure de rigueur. Quatre élèves ont été renvoyées en 1904 pour indiscipline. » (2).

(1) Ces lignes sont empruntées au *Rapport à M. le Préfet de la Seine sur le service des Enfants assistés et moralement abandonnés en 1904*, dans *Ann. stat. de la ville de Paris 1904*, pp. 931 et 932.

(2) Le système des punitions est complété par celui des récompenses : « Les notes de classe et d'atelier sont transformés en bons-points-centimes. Les billets de satisfaction donnés chaque semaine aux meilleures élèves sont échangés à raison de six, contre un billet valant 5 francs. La valeur de celui-ci est placée au nom de l'élève. Les autres récompenses consistent en prix, livrets de caisse d'épargne, récréations supplémentaires, vacances, voyage à Vichy pour celles qui ne peuvent aller en vacances ». (*Rapport précité*, dans *Ann. stat.*, p. 932.)

Les pupilles qui, comme ceux-ci, doivent être renvoyés de l'école professionnelle où ils avaient été placés, ne sauraient évidemment être confiés à des particuliers et mis à la campagne; c'est à leur occasion que l'administration de l'Assistance va exercer un véritable droit de correction; ce droit elle l'exercera également au lieu et place du nourricier désarmé, lorsque l'indiscipline d'un enfant force à l'enlever du placement individuel dans lequel il avait été mis.

C'est une loi du 28 juin 1904 qui a ainsi créé, au profit de l'administration de l'Assistance publique, un véritable droit de correction légale.

II

La loi du 28 juin 1904 (1) envisage successivement deux hypothèses : le pupille indiscipliné et le pupille vicieux.

(1) La loi du 23 juin 1904 figurait dans l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi du 27 juin 1904 sous les numéros 26 et 27 (*J. Off.*, 1892, *Sén., doc. parl.*, annexe n° 27, p. 404); elle a fait l'objet d'un projet spécial déposé au Sénat, le 10 mars 1903, par MM. Combes et Rouvier (*J. Off.*, 1903, *Sén., doc. parl.*, annexe n° 73, pp. 115 et 116); rapport de M. Strauss du 16 juin 1903 (*J. Off.*, 1903, *Sén. doc. parl.*, n° 180, pp. 441 et s.); avis favorable de la commission des finances présenté par M. Strauss, le 23 juin 1903, (*J. Off.*, 1903, *Sén. doc. parl.*, annexe n° 194, pp. 463 et 464.) Le projet ainsi étudié fut voté d'urgence par le Sénat, le 30 juin 1903 (*J. Off.*, 1^{er} juillet 1903, *Sén., déb. parl.*, pp. 1164 et 1165), sans aucune discussion et à mains levées. Le projet voté par le Sénat fut transmis à la Chambre, le 23 novembre 1904 (*J. Off.*, 1903, *Sén. doc. parl.*, annexe n° 1310, pp. 169 et s.); rapport de M. Bienvenu Martin du 31 mars 1904 (*J. Off.*, 1904, *Ch., doc. parl.*, annexe n° 1676, pp. 607 et s.). Le projet fut voté par la Chambre d'urgence et sans discussion à la fin de la première séance du 16 juin 1904, comme complètement au vote du projet qui est devenu la loi du 27 juin 1904 (*J. Off.*, 17 juin 1904, *Ch., déb. parl.*, pp. 1472 et 1473.) Il fut promulgué le 28 juin 1904 sous ce titre : « *Loi relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux.* »

« *Les pupilles de l'Assistance publique* qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles, dit-elle dans son article 1^{er}, sont placés, par décision du préfet, sur le rapport de l'Inspecteur départemental, dans une école professionnelle. »

Cette disposition est spéciale aux pupilles indisciplinés, à ceux qui ont un caractère difficile ou naturellement vagabond et qui profiteraient volontiers des facilités du placement rural pour s'échapper et courir le monde. Il est de ces tempéraments de bohème qui ne peuvent s'accoutumer à la monotonie de la vie coutumière et veulent, coûte que coûte, voir du nouveau (1). Pour ceux-ci, la loi préconise l'école professionnelle.

Dans ce même article 1^{er}, la loi explique ce qu'elle entend par *école professionnelle* : « Les écoles professionnelles, agricoles ou industrielles, sont des établissements départementaux ou des établissements privés.

» Les associations de bienfaisance et les établissements privés qui voudront être autorisés à recevoir et à élever des *pupilles de l'Assistance* devront en faire la demande au ministre de l'Intérieur et soumettre à son approbation leurs statuts, règlements et locaux.

» Chaque année, le ministre de l'Intérieur arrêtera la liste des établissements autorisés à recevoir et à élever des pupilles de l'Assistance.

(1) On trouvera quelques types de ces enfants indomptablement errants et vagabonds dans le curieux petit livre de MM. Guy Tanel et Henri Rollet. *Les Enfants en prison*, un vol. in-18, Paris, 1890.

» Un règlement d'administration publique, rendu dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, déterminera les mesures propres à assurer le placement provisoire ou définitif, la surveillance, l'éducation morale ou professionnelle des pupilles placés dans les établissements départementaux ou privés, ainsi que le patronage de ces pupilles à la fin de leur placement ».

Après s'être occupé du pupille indiscipliné, la loi s'occupe du pupille vicieux.

ART. 2 : « Lorsqu'un pupille de l'Assistance, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil peut, sur le rapport de l'inspecteur des enfants assistés, et sur la demande du préfet dans les départements, ou du directeur de l'Assistance publique de Paris dans la Seine, décider, sans frais, qu'il sera confié à l'administration pénitentiaire.

» L'administration pénitentiaire le recevra dans un de ses établissements ou quartiers d'observation et l'y maintiendra jusqu'à ce que les renseignements recueillis et le résultat de l'observation permettent de décider s'il doit être placé dans une colonie ou maison pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle.

» Le préfet peut, d'après les résultats obtenus et sur la proposition de l'inspecteur des enfants assistés, mettre fin au placement et opérer le retrait du pupille. »

Ainsi, par application de la loi de 1904, les pupilles indisciplinés doivent être enfermés dans une école

professionnelle, les pupilles vicieux, soit dans une colonie pénitentiaire, soit dans une colonie correctionnelle.

Antérieurement à cette loi, les pupilles n'étaient que rarement envoyés dans une maison de correction ; il fallait, pour qu'il en fût ainsi, soit qu'ils aient commis des délits susceptibles de leur faire encourir ce châtiment devant les tribunaux, soit que leurs actes révélaient des dispositions profondément mauvaises. Lorsqu'il était impossible de les garder en liberté, on se bornait à les enfermer dans des écoles de réforme ; mais ces écoles, publiques ou privées, se trouvaient être tout à fait insuffisantes pour la lourde tâche à laquelle l'extension sans cesse croissante du service des enfants assistés les astreignait. Elles auraient pu contenir peut-être les vicieux et les indisciplinés envoyés comme enfants trouvés, orphelins ou abandonnés ; elles étaient incapables de renfermer tous les enfants moralement abandonnés qu'il était impossible de placer isolément ou dans les écoles professionnelles dont nous avons parlé, sous peine de les voir s'échapper ou gâter leurs camarades à leur contact (1).

D'autre part, certains établissements privés qui auraient pu se charger de ces enfants se trouvaient fort décriés (2). A tort ou à raison, on leur reproche d'organiser l'exploitation des pupilles qui leur sont

(1) Le soin qu'ont pris les auteurs de la loi de montrer qu'elle était nécessaire par l'attribution à l'Assistance des enfants moralement abandonnés, nous indique qu'elle s'appliquera relativement peu aux enfants abandonnés, les seuls qui nous occupent ici.

(2) Notamment, il en est ainsi des établissements du Bon-Pasteur.

confiés, d'exiger d'eux des travaux excessifs, de les laisser dans des conditions hygiéniques défectueuses. On se trouvait donc en présence d'une situation très fâcheuse dont, à tout prix, il fallait sortir.

Les statistiques pour 1904 n'indiquent, pour la ville de Paris et le département de la Seine, que trois écoles de réforme fonctionnant régulièrement, l'école Rondil, dépendant de la ferme-école de Ben-Chicao (Algérie), l'école Théophile-Roussel, à Montesson (Seine-et-Oise), pour les garçons ; l'école de la Salpêtrière pour les filles (1). Au 31 décembre 1904, l'école Rondil a quatre élèves (le maximum est 12) ; l'école Théophile Roussel en a huit ; la Salpêtrière en a 28 (le maximum est 60).

Pour cette dernière école, seule, les statistiques nous donnent quelques chiffres instructifs et précis : Au 1^{er} janvier 1904, elle avait 42 élèves ; au cours de l'année, il en est rentré 31 nouvelles ; puisqu'au 31 décembre 1904, il n'en restait plus que 28, il y avait donc eu 45 sorties pendant l'année. Sur les 31 enfants rentrés en 1904, aucune n'avait moins de quinze ans ; sept avaient atteint la vingtième année. Huit d'entre elles étaient récidivistes. Les motifs de leur entrée étaient les suivants : 15 étaient convaincues de mauvaise conduite, 6 d'indiscipline, 5 de vol, 4 de paresse, une, enfin, d'instinct pervers.

On mélangeait ainsi, — on le voit, — dans un même effort de réformation les pupilles les plus cor-

(1) En 1903, l'école maritime de Port-Hallan, au Palais (Belle-Isle-en-Mer) a été supprimée ; de plus, on a cessé d'envoyer des pupilles à l'école industrielle de Bologne (Haute-Marne) et à l'orphelinat agricole de Savoie (Seine-Inférieure).

rompues, les plus profondément rebelles à toute formation morale et ceux que la légèreté ou les excitations d'une nature ardente avaient seules rendus coupables. Par là-même, dans la faible mesure où l'école de réforme agissait, son action était inefficace, ou même nuisible.

La loi de 1904 trace un magnifique programme.

Les *difficiles*, c'est-à-dire, suivant les termes d'une circulaire du 20 juillet 1904, du directeur de l'hygiène et de l'Assistance publique, M. H. Monod, « ceux qui, en raison de leur paresse ou de leur indiscipline, se font renvoyer par les nourriciers et les patrons, qu'on ne sait aujourd'hui comment réformer, qu'on ne sait même où placer » et avec eux « les pupilles à la compagnie habituelle desquels il serait dangereux d'exposer des camarades, parce que, sans être pervertis à fond, ils portent une trop forte empreinte des milieux d'où ils ont été tirés », les *difficiles* sont enfermés dans les *écoles professionnelles* ; mais il ne faut pas se laisser abuser par les termes, ces écoles ne doivent pas, dans l'esprit des auteurs de la loi du 28 juin 1904, se confondre avec les écoles professionnelles dont les statistiques pour 1904, déjà citées, nous ont montré le fonctionnement ; c'est des *écoles de réforme* alors existantes qu'il faut les rapprocher. M. Paul Strauss, dans son rapport au Sénat, indiquait que l'*école de réforme* Théophile-Roussel à Montesson devait être prise comme modèle et M. Bienvenu-Martin, dans son rapport à la Chambre des Députés, indiquait pour le même but, l'*école*

(1) J. Off. 1904. Ch. doc. parl., annexe, n° 1675, p. 608, 1^{re} col.

de réforme d'Aumale destinée, sous le régime antérieur à la loi de 1904, aux pupilles de la Seine-Inférieure.

« Les pupilles y sont divisés par catégories, disait-il, citant un rapport de M. Strauss au Congrès international d'assistance de 1900. A son entrée dans l'établissement, l'indiscipliné est placé dans un quartier séparé, il n'a aucun contact avec les autres élèves : une fois amendé il est admis dans une autre catégorie où son sort est meilleur, où il jouit d'une liberté plus grande. Le troisième stade est représenté par un séjour plus ou moins prolongé à la ferme. Un quatrième quartier est offert aux pupilles infirmes utilisés dans l'établissement en même temps qu'aux élèves en instance de placement. Une forge, un atelier de maréchalerie, de charronnage ont été annexés à la ferme devenue un véritable établissement modèle.

» En dehors de ces travaux professionnels, les élèves sont instruits par l'instituteur ; des lectures, des conférences leurs sont faites au moins deux fois la semaine. Des exercices de gymnastique occupent une partie des récréations ; de longues promenades sont faites en dehors de l'établissement. Les récompenses accordées sont : l'éloge, les bons points, l'inscription au tableau d'honneur, les gratifications en argent ou en nature, l'attribution des grades. Les seules punitions autorisées sont les suivantes : le blâme, les mauvais points, les corvées hors tour, la privation des récréations, l'exclusion de la promenade, la perte des grades, la suppression des gratifications, l'isolement en chambre individuelle avec

travail obligatoire. Toutes les punitions sont prononcées par l'instituteur sur le rapport des surveillants, à l'exception toutefois de la privation de promenade, de la perte des grades, de la suppression des gratifications et de la mise en cellule, qui ne peuvent l'être que par le directeur. »

Voilà bien l'idéal vers lequel tendent les inspireurs et les auteurs de la loi du 28 juin 1904.

C'est ce qui ressort également de la circulaire précitée du 20 juillet 1904 :

« Une des principales difficultés, mais une aussi des principales conditions de succès des nouvelles écoles professionnelles, sera dans la subdivision de l'établissement en catégories assez nombreuses, destinées à séparer exactement les enfants les uns des autres, non seulement d'après leur sexe et leur âge, mais d'après leur caractère et le degré d'avancement de leurs diverses maladies morales. L'expérience enseignera beaucoup de choses à cet égard, mais il importe que la prévision de ces catégories soit faite dès le début ; car elle devra influencer sur le mode de construction et l'aménagement intérieur de ces établissements. »

A côté des pupilles *difficiles* pour lesquels tous les soins, tous les procédés de réforme sont accumulés, le législateur règle le sort des *vicieux*.

« Antérieurement à la loi qui nous occupe, dit encore la circulaire du 20 juillet 1904, l'administration n'avait d'autres moyens de coercition sur les pupilles vicieux ou irréductibles que de demander l'application à leur égard des art. 377, 379 et 468 code civil.

« Le mineur visé par ces textes est un enfant qu'à sa sortie de l'établissement pénitentiaire, son père recueille et surveille ; telle n'est pas la situation du pupille de l'Assistance, et l'on conçoit que pour lui une règle spéciale doive être édictée.

» L'administration se résout péniblement à l'envoi en correction ; elle ne prend une semblable décision qu'à l'égard des pupilles pervertis ou foncièrement rebelles. L'œuvre de réforme, si ardue déjà, est le plus souvent compromise parce qu'un des principaux éléments de succès, le temps, lui fait défaut ; elle est interrompue, comme hachée par des mises en liberté successives, et les années qui séparent le pupille de sa majorité se passent ainsi en rechutes et en réintégration. Les internements consécutifs sont assez longs pour exaspérer le pupille, trop courts pour l'amender. L'art. 2 remédie à ce mal en ne rendant plus obligatoire l'épreuve souvent dangereuse de la mise en liberté ; il permet de prolonger pour chacun l'éducation correctionnelle dans la mesure reconnue nécessaire. L'apparente rigueur de la disposition est commandée par l'intérêt du pupille. »

Mais, cette rigueur, l'administration de l'Assistance publique et le législateur ne veulent en user qu'à la dernière extrémité. Ils conservent contre les maisons de correction une traditionnelle méfiance. « En se tenant à égale distance, dit M. Strauss (1), des réquisitoires outrés et des panégyriques complaisants, on peut considérer que, susceptibles encore de larges réformes, les établissements pénitentiaires

(1) *J. Off.* 1903. *Sén., doc. parl.*, annexe n° 180, p. 442, 3^e col., *in fine*.

constituent actuellement, dans un grand nombre de cas, *un pis aller auquel il convient de se résigner* (1). Il y a donc lieu de permettre à toutes les administrations publiques d'enfants assistés de solliciter, *toutes les fois qu'elles y seront contraintes* (1), la remise du pupille à l'administration pénitentiaire ».

Le pupille ne devra, par suite, être interné dans une maison de correction que si tout autre moyen d'amendement doit être écarté. C'est un remède suprême qui ne doit être administré qu'à défaut de tout autre ; d'ailleurs, pour qu'il en soit ainsi, certaines garanties entourent la mise en correction : « L'avis du conseil de famille, dit M. Bienvenu-Martin (2), ne sera plus nécessaire pour l'envoi en correction ; cette formalité a paru une complication inutile. L'intervention du préfet qui seul peut requérir la mesure sur le rapport de l'inspecteur départemental, est une garantie contre les demandes injustifiées ; de plus, ce n'est plus le président du tribunal civil, mais le tribunal lui-même qui statuera. Enfin, comme le prix de journée dans les établissements pénitentiaires est relativement élevé, la crainte d'imposer au département un supplément de charges portera l'autorité préfectorale à ne pas maintenir la détention au-delà du nécessaire ».

Donc, tandis qu'une simple décision administrative suffira à procurer le placement du pupille dans une école professionnelle, il faudra, pour son envoi en correction, une décision du tribunal civil rendue

(1-1) Les mots soulignés dans le texte ne se trouvent pas en italique dans le rapport de M. Strauss.

(2) *J. Off.*, 1904, *Ch., doc. parl.*, annexe, n° 1676, p. 608, 2° col.

sur la demande du préfet. La mise en correction s'opérera, suivant les cas, dans une colonie pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle (1).

Ici, en effet, nous retrouvons le principe si fort préconisé par les auteurs de la loi, de la différenciation des pupilles. Avant de prendre une décision sur l'enfant qui lui est envoyé « l'administration pénitentiaire le met tout d'abord en observation ; il est indispensable, en effet, qu'elle se rende compte de l'état moral, des habitudes, du degré d'insoumission ou de perversité de l'enfant, afin de savoir quel est le traitement qui lui convient » (2). Cette étude faite, elle le place dans la catégorie où il a chance d'être remis dans la voie droite plus aisément. « L'envoi en correction de l'enfant doit avoir pour but le redressement non le châtement de l'enfant. C'est une œuvre de réforme morale plutôt que de répression qui s'impose à l'administration pénitentiaire (3).

Aussi M. H. Monod, dans sa circulaire du 20 juillet 1904, commentant le texte de la loi récemment votée, a-t-il pu écrire ces lignes si conformes à son esprit et qui donnent une idée très haute de ses fonctions à l'administration de l'Assistance publique : « Il n'est pas vrai de dire que, pour les enfants vi-

(1) Les colonies pénitentiaires et les colonies correctionnelles sont, — les unes et les autres, — des maisons de correction : celles-ci se rapprochent davantage de la prison, celles-là de l'école professionnelle. La différence fondamentale entre elles, c'est que dans la colonie correctionnelle règne l'isolement absolu par l'encellulement individuel, tandis qu'aux colonies pénitentiaires la vie se passe en commun, le dortoir étant seul cellulaire et non pas même dans toutes les colonies pénitentiaires.

(2) *J. Off.*, 1904, *Ch.*, *doc. parl.*, annexe n° 1676, p. 609, 3° col.

(3) *J. Off.*, 1904, *Ch.*, *doc. parl.*, annexe n° 1676, p. 608, 2° col.

cieux, pour les enfants difficiles, pour tous ceux dont les écarts de conduite nécessitent un traitement dans un établissement spécial, la sévérité de ce traitement doive être nécessairement en raison directe de la gravité de ces écarts. Le traitement doit simplement être approprié au cas envisagé. Il arrive que pour un enfant qui semble très dépravé le traitement indiqué soit une grande indulgence. Sans doute, il y a des règles générales qui s'imposeront à toutes les parties et à tous les pensionnaires de nouveaux établissements, telles qu'une extrême régularité dans les habitudes, et une indiscutable justice dans la conduite quotidienne. Mais, en ce qui concerne le traitement individuel, la compassion qui sait ne pas humilier, la douceur, l'affection persévérante et sincère — les enfants ont un sens très fin pour discerner cette sincérité-là — feront souvent de plus utile besogne que les reproches, la correction et les châtiments. Si l'inspecteur réussit à persuader à l'enfant qu'il l'aime, il aura cause aux trois quarts gagnée. C'est le malheur qui est mauvais conseiller, le sentiment d'être aimé étant le plus grand bonheur qu'il y ait sera aussi le conseiller le meilleur et le plus puissant auxiliaire pour ramener dans la ligne droite l'enfant dévoyé. »

On ne pourrait dire mieux des vérités plus hautes et, certes, les résultats de l'éducation procurée par l'Assistance publique ne pourront qu'être excellents, si ses fonctionnaires s'inspirent dans leur œuvre de semblables maximes.

Pour l'instant, la loi est trop proche pour que ces résultats soient parvenus encore à la connaissance du

public ; il semble même que si l'on en excepte la partie financière, dont nous n'avons pas à nous occuper ici, la loi du 28 juin 1904 soit restée lettre morte de la part du pouvoir exécutif et qu'aucun des décrets réglementaires qu'elle prévoyait n'ait été rendu.

Quoi qu'il en soit, il nous faut nous borner actuellement à louer les intentions du législateur, l'avenir seul nous apprendra si la façon dont il les a réalisées est également digne de louanges.

CHAPITRE III.

L'enfant abandonné et la famille.

§ I. — Famille légale de l'enfant abandonné ; l'administration de l'Assistance publique. — Famille naturelle ; relâchement des liens de parenté ; maintien des liens de parenté. — § II. — Relations des parents et de l'enfant. — Droits et devoirs de l'administration. § III. — Reprise de l'enfant abandonné par ses parents. — Conditions. — Appréciation de la pratique actuelle.

I

Théoriquement, l'enfant abandonné n'a pas de famille ou, plus exactement, il fait partie de la grande famille des enfants assistés. L'Assistance publique cherche à être l'*alma mater*, dans le sein de laquelle tous ses pupilles s'unissent.

Il trouvera chez ses nourriciers, très souvent, l'affection, les soins, un véritable foyer qui le fixera et le retiendra près d'eux ; il deviendra le frère des enfants de la maison et les parents reporteront sur lui une affection égale à celle qu'ils ont vouée à leurs propres enfants ; on les trouvera même capables de faire en sa faveur des sacrifices pécuniaires et l'on sait quel amour profond révèlent de semblables sacrifices de la part de nos paysans, race forte, fonciè-

rement honnête et laborieuse, mais âpre au gain et parcimonieuse de ses deniers chèrement gagnés (1).

Cependant, tant qu'un mariage ne l'aura pas définitivement fixé au sol, raciné dans une famille, souvent dans sa famille d'adoption, tant qu'il n'aura pas lui-même fondé un foyer, pour tous les besoins extraordinaires de la vie, ce n'est pas vers le nourricier, c'est vers l'administration qu'il se tournera; c'est ici que se trouve sa véritable famille, aux yeux de la loi.

L'Inspecteur de l'Assistance, qui vient de temps à autre s'assurer que rien ne manque à l'enfant que ses nourriciers remplissent bien tous les devoirs auxquels la confiance de l'administration et la garde assumée par eux les astreint, cet inspecteur ne doit pas, dans la pensée du législateur, être un fonctionnaire rébarbatif et inabordable, mais un protecteur affectueux et cordial.

(1) Cette affection bien connue des nourriciers pour leurs pupilles a donné lieu parfois à d'odieuses exploitations de la part du gouvernement. Nous avons eu déjà l'occasion de signaler comment les pouvoirs actuels s'en servent pour forcer les nourriciers, sous peine de se voir enlever le pupille, à envoyer leurs propres enfants, contre leur gré, à l'école laïque. Il est un autre fait célèbre que nous devons mentionner ici, c'est la circulaire de M. de Corbières, ordonnant les déplacements de pupille; on autorisait le nourricier à garder l'enfant mais sans aucune subvention. On escomptait que beaucoup préféreraient garder le pupille qu'ils avaient depuis quelques années déjà à leurs propres frais. Cet odieux calcul ne fut pas trompé : nombreux furent les nourriciers qui préférèrent ne pas abandonner l'enfant coûte que coûte; mais cependant, trop nombreux furent encore ces abandons, et l'on vit de longues files d'enfants assistés parcourir les routes de France, mortellement tristes, cherchant toutes les occasions de s'enfuir, quelquefois même se suicidant pour échapper à leur vie nouvelle. Le discours est bien connu par lequel Lamartine, de sa parole enflammée, flétrit à la Chambre des députés, quelques années plus tard, cette scandaleuse circulaire.

« Quand il (*le pupille*) voit un inspecteur, disait l'exposé des motifs du projet de 1892 (1), l'autorité publique, ce quelque chose de lointain, de solennel, d'un peu inquiétant, s'incarne à ses yeux en une personne bienveillante ; il a l'idée, comme la sensation d'une main qui le protège ; il fait ses confidences, demande des conseils, parfois un appui. L'instituteur a rendu compte de ses progrès et de sa conduite ; le nourricier de son travail, de sa tenue à la maison ; il reçoit l'éloge ou le blâme qu'il a mérité, et, qu'elle soit une exhortation à l'amendement ou un encouragement à la persévérance, la parole de l'inspecteur, si l'inspecteur comprend son devoir, est un bien pour l'enfant » (2).

C'est au tuteur, c'est-à-dire à l'administration que le pupille devra s'adresser en toute occasion ; c'est d'elle qu'il doit attendre son émancipation lorsqu'il est de quelque utilité pour lui qu'elle lui soit accordée ; c'est elle qui l'autorisera à devancer l'appel sous les drapeaux et à s'engager (3) ; c'est elle enfin, qui lui donnera le consentement nécessaire à son mariage.

(1) *J. Off.*, 1892. *Sén., doc. parl.*, annexe n° 27, p. 104, col. 3.

(2) Malheureusement beaucoup de fonctionnaires de l'Assistance publique ne comprennent pas leur devoir ou, du moins, l'accomplissent mal. Cf. notamment les faits portés à la tribune du Conseil général de la Seine le 21 novembre 1900. (*Bull. mun. off.*, 22 novembre 1900), et ceux indiqués dans l'étude que nous avons déjà citée de M. H. Joly sur les *Enfants assistés*, dans son volume : *De la corruption de nos institutions*. Ces faits sont loin, d'ailleurs, d'être les seuls et l'on pourrait, en feuilletant les grands journaux quotidiens, en citer d'autres non moins scandaleux mais moins scrupuleusement vérifiés.

(3) Il est bien évident que l'enfant abandonné sera, en matière d'engagement volontaire, soumis au droit commun et pourra le contracter seul dès l'achèvement de sa vingtième année.

Non seulement, il la sent présente dans les visites forcément assez espacées de son représentant ; non seulement il sait qu'elle est son refuge suprême et aussi son juge, mais encore il la voit intervenant dans tous les actes de son enfance et de sa jeunesse et notamment dans les plus importants, l'engagement qui est, pour tout dire, le choix d'une carrière autre que celle à laquelle sa naissance et son éducation semblaient le destiner, le mariage qui le fixera et par lequel et autour duquel il construira sa vie.

Dès lors, que peut bien être, pour lui, sa vraie famille, ces parents qui lui ont donné le jour, qui l'ont abandonné, qu'il ne connaît pas, qu'il ne connaîtra peut-être jamais ? Il n'y a pas place pour eux dans la conception de l'éducation de l'enfant abandonné telle que la trace les lois de 1904.

Du père à l'enfant qu'il délaissa les liens existent, sans doute, toujours puisqu'ils sont fondés sur un fait réel : la paternité ; mais ils se trouvent suspendus, effacés pour ainsi dire.

Momentanément, le père n'est plus rien à l'enfant : c'est l'administration qui en a pris la qualité et qui en exerce les prérogatives.

Mais, en considération de l'existence indéniable de ces liens naturels, il se peut que l'administration soit amenée à laisser subsister quelques relations au moins indirectes entre le père et le pupille, qu'elle rende même l'enfant à son père. C'est l'influence de semblables situations sur l'éducation des enfants abandonnés que nous allons examiner maintenant.

II

L'art. 22 de la loi du 27 juin 1904 décide : « Le lieu de placement du pupille reste secret sauf décision du préfet prise dans l'intérêt de l'enfant. La mère et la personne qui ont présenté l'enfant peuvent être renseignées à des époques fixes sur l'existence ou la mort de celui-ci. »

L'exposé des motifs de 1892 commente ainsi cet article : « L'obligation de tenir secret le lieu de placement du pupille est une règle traditionnelle et fondamentale ; à raison de la création du bureau ouvert, elle s'imposera plus que jamais. Il est juste que ceux qui abdiquent les devoirs de la famille n'en goûtent pas les joies. Si les parents connaissaient la résidence du pupille et pouvaient dès lors entrer en relations avec ses nourriciers et avec lui, les voir à leur gré, le frein le plus puissant de l'abandon disparaîtrait : il n'y aurait plus abandon, mais mise en pension de l'enfant aux frais des contribuables (1). »

Les raisons de haute moralité ainsi déduites sont extrêmement sérieuses et nous aurons bientôt à y revenir pour blâmer la facilité avec laquelle l'administration remet l'enfant à la famille, dans certaines hypothèses où il semblerait d'un intérêt supérieur de le garder ; mais ces raisons, quelle que soit leur importance, — et nous ne cherchons nullement à la nier, — ne nous semblent pas les plus fortes. C'est ce

(1) *J. Off.*, 1892, *Sén.*, *doc.*, *parl.*, annexe n° 27, p. 102, col. 2.

que M. H. Monod a très bien vu lorsque, dans sa circulaire du 15 juillet 1904, après avoir cité les lignes que nous venons de reproduire, il ajoute : « Aux raisons données ci-dessus, on peut ajouter que l'éducation des pupilles serait rendue plus difficile, souvent presque impossible par l'intervention des familles. Il importe que la règle du secret de placement soit maintenue rigoureusement, et qu'aucun effort ne soit épargné pour persuader à ceux qui abandonnent leurs enfants que cette règle ne fléchira pas. »

Que l'on songe, en effet, aux obstacles que l'éducation de l'enfant rencontre dans la vie normale par suite du heurt des conceptions opposées et des procédés éducatifs contraires des parents et des maîtres ; que l'on regarde autour de soi le nombre prodigieux de précepteurs, de professeurs dont l'autorité s'est trouvée irrémédiablement ruinée auprès des enfants par les railleries, même anodines, entendues à la table de famille ou par la tendance inévitable des parents à prendre partie pour l'enfant dans ses discussions avec son maître et l'on comprendra le danger mortel pour la bonne éducation du pupille, que serait l'intrusion de parents, en général peu recommandables ou mal disposés au foyer du nourricier. L'enfant le plus soumis en deviendrait indiscipliné, car ce seraient plus souvent des ferments de haine et de discorde que des exhortations à la vie régulière et à la soumission respectueuse que de tels parents ne manqueraient pas d'inculquer dans l'âme de leurs enfants.

Il est bien assez de tolérer ce mal, faute de pouvoir l'empêcher, lorsque l'enfant est trop grand pour être

soustrait à ses père et mère, lorsqu'il sait leur adresse et peut directement leur écrire ; cela sera rare pour les enfants abandonnés qui, presque tous, viennent à l'assistance très jeunes ; mais dans les cas où subsistera un semblable état de choses, ce sera extrêmement fâcheux et les administrateurs de l'Assistance sont unanimes à le considérer comme l'une des principales raisons de l'impossibilité fréquente de reclasser les pupilles parvenus à l'Assistance publique à un âge assez avancé (1).

Cependant, l'administration ne pousse pas jusqu'à l'inhumanité l'application de la règle ainsi édictée.

Elle ne se refuse pas à donner de temps à autre des renseignements sur l'enfant ; mais ces renseignements revêtent un caractère très spécial : ils se bornent uniquement à la personne de l'enfant, à sa santé, sans jamais donner une indication qui puisse mettre une intelligence en éveil sur la trace de son placement.

C'est ainsi qu'en 1904, elle a pu répondre à 23.307 demandes de nouvelles.

En outre, elle prévient par lettre du décès d'un pupille les personnes qui demandent à en être ainsi avisées : en 1904, onze personnes ont fait une demande de ce genre.

Parfois, elle va plus loin ; mais ce n'est que dans des cas tout à fait exceptionnels qu'elle agit ainsi :

(1) D'ailleurs, dans le monde d'où sont tirés, le plus souvent, les enfants abandonnés, les parents se font trop souvent les complices et les excitateurs des passions de leur enfant. C'est un fait bien connu des directeurs de prisons et de colonies pénitentiaires que les parents, même honnêtes, se font volontiers les intermédiaires de leurs enfants, notamment en ce qui concerne les choses de l'amour.

elle permet à la famille de correspondre directement avec l'enfant. En 1904, cette faveur a été accordée à 26 familles ; elle concernait 52 enfants.

Pour qu'une telle permission soit donnée, il faut véritablement qu'elle présente de grands avantages pour l'enfant. Il faut tout d'abord, qu'une observation minutieuse ait démontré la stabilité, l'honnêteté, la moralité de la famille ; il faut également que l'enfant puisse retirer de ces relations un secours, sinon un secours pécuniaire, tout au moins un véritable appui moral.

D'ailleurs, cette liberté des communications ne sera souvent qu'une mesure d'essai ; elle précèdera la remise de l'enfant à la famille qu'elle aura préparée et dont elle aura permis d'apprécier, par anticipation, les résultats.

III

La remise de l'enfant abandonné à la famille se fait à deux moments : tout d'abord, il arrive parfois que l'administration de l'Assistance publique voit un intérêt direct pour son pupille à le replacer à la sortie de sa tutelle, dans son cadre normal, dans la famille dont il est originaire, soit qu'elle lui semble une garantie de sa bonne conduite, soit qu'il y doive trouver des ressources pécuniaires qui faciliteront son établissement ; d'autre part, il se peut que, pendant la durée de la minorité du pupille, les parents veuillent revenir sur leur abandon et que l'administration faisant droit à leur désir, leur accorde l'enfant dont ils sollicitent la remise.

L'enfant peut donc être mis en relations avec sa famille à la fin de l'éducation ; il peut également lui être rendu, en cours d'éducation.

De la première hypothèse, nous avons peu de choses à dire. Au moment où elle se produira la période éducative sera finie ; l'intervention de la famille pourra sans doute influencer sur l'avenir du jeune homme, elle pourra, — et c'est un grave péril dont les conséquences sont à bon droit redoutées, — détruire l'œuvre de l'éducation ; mais ce sont là des éventualités fâcheuses qu'une sage réserve de la part de l'administration permettra peut-être d'éviter. D'ailleurs, c'est une période dangereuse que les principes reçus, s'ils ont fructifié, permettront de traverser sans trop de risques. C'est l'essai de l'éducation par la vie ; c'est sa pierre de touche : si le jeune homme résiste au contact, cela démontre l'excellence de l'éducation reçue ; s'il succombe, on peut, en étudiant cet échec, découvrir les vices de cette éducation.

Chaque année, un certain nombre de pupilles sont ainsi mis, à leur majorité, ou dans les mois qui la précèdent, en relations avec leurs parents ; en 1904, il y en a eu 185 dans ce cas.

Plus intéressants, certes, sont les pupilles qui, encore mineurs sont remis à la famille. Leur nombre, que nous rappellons ici, varie entre 450 et 750 ; mais, plus ordinairement, au cours de ces toutes dernières années, il oscille à une égale distance de ces deux chiffres, vers 600. Voici, au surplus, le détail des remises pendant ces dix dernières années : en 1895, 458 pupilles sont remis à leurs parents ; en 1896, une forte progression porte ce chiffre

à 576 ; la progression est plus considérable encore en 1897, où l'on compte 728 remises ; puis, commence une période presque stationnaire : 688 remises en 1898 ; 651 en 1899 ; 669 en 1900 ; nouveau relèvement qui donne, en 1901, le maximum, 737 remises ; depuis, après une brusque baisse, le chiffre annuel tend à se maintenir stationnaire : en 1902, 621 remises ; en 1903, 586 ; en 1904, 601.

Par rapport aux enfants placés pendant le même laps de temps, les remises sont dans une proportion variable du septième au dixième, ainsi que nous l'avons indiqué au début de cette étude.

En 1904, les 601 pupilles remis à leurs familles se répartissaient sur toutes les périodes de la minorité : 17 avaient moins d'un an, 141 de un à trois ans, 129 de trois à six ans, 88 de six à neuf ans, 103 de neuf à quatorze ans, 123 de quatorze à vingt-un ans.

La plupart étaient abandonnés depuis peu de temps : 112 depuis un an ou moins, 126 depuis deux ans ou moins, 70 depuis trois ans ou moins, 139 depuis six ans ou moins, 99 depuis neuf ans ou moins ; 35 depuis quatorze ans ou moins, 20 depuis plus de quinze ans.

Ces chiffres nous montrent que l'administration accorde surtout l'enfant lorsqu'il est encore dans la période de toute première enfance et lorsque l'abandon est encore de date récente ; ceci même nous indique les préoccupations auxquelles elle obéit en agissant ainsi, préoccupations qui se résument en cette maxime fondamentale : agir dans l'intérêt de l'enfant. C'est, en effet, lorsqu'il est jeune, surtout lorsqu'il l'est assez pour ne pas se souvenir de son aban-

don que la remise de l'enfant aura ses plus heureux effets ; aussi voyons-nous que, dans 287 cas sur 601, le pupille a moins de six ans. Et, d'autre part, lorsque la demande de remise est faite aussitôt ou peu de temps après l'abandon, il y a des raisons de croire que celui-ci n'était pas l'effet d'un vice de caractère, mais de circonstances malheureuses qui ont contraint les parents si bien qu'aussitôt ces circonstances disparues, ils prétendent à nouveau à la direction de l'enfant. Aussi voyons-nous, toujours en 1904, 238 remises faites à des parents qui ont abandonné l'enfant depuis deux ans au plus.

Mais ce qui est plus intéressant encore c'est de voir l'indication des causes pour lesquelles la remise de l'enfant est refusée.

Nous avons établi déjà que ces refus sont de deux à trois fois supérieurs aux demandes. C'est ainsi qu'en 1904, il y a eu 1.927 demandes ; les remises ayant été seulement au nombre de 601, il s'ensuit que 1.326 ont essuyé un refus.

De ce chiffre, il faut déduire 33 demandes dont l'examen a été ajourné : l'enfant qui en était l'objet était encore allaité ou il était malade ; la demande le concernant ne sera admise ou définitivement écartée qu'après le sevrage ou la guérison.

Il reste donc 1.293 demandes qui sont doré et déjà rejetées.

Un tiers l'ont été parce que les parents ne témoignaient pas d'une volonté véritable de reprendre leur enfant : 152 se refusaient à rembourser une partie si minime qu'elle fût des frais occasionnés par le pupille, 268 avaient négligé de fournir les pièces de na-

ture à justifier leur demande ou ne l'avaient pas maintenue ou n'avaient pas répondu à l'invitation d'opérer le versement des sommes qu'ils s'étaient engagés à payer. Il est évident que ces 420 demandes n'avaient pas été dictées par l'intérêt de l'enfant ; certaines peuvent apparaître comme la manifestation de velléités passagères et sans consistance ; les autres ne témoignent d'aucun intérêt pour l'enfant puisqu'elles refusent même le plus léger sacrifice ; il ne faut y voir qu'un caprice, à moins qu'elles ne cachent une volonté d'exploiter l'enfant. Dans tous les cas, ce n'est pas entre de telles mains que celui-ci doit être remis.

L'inconduite des parents a fait repousser 210 demandes.

L'intérêt matériel de l'enfant a été la cause du plus grand nombre des refus : 445 demandes ont été repoussées parce que les parents réclamants ne possédaient aucune ressource. Il était parfaitement inutile et périlleux même de leur remettre l'enfant qui était jeté par son retour à la famille dans la misère et, trop souvent, dans le vice. D'ailleurs, souvent une semblable demande cache le désir d'exploiter l'enfant dont on n'a pas voulu assumer la charge. 55 enfants ont, de plus, été maintenus chez leurs nourriciers par suite de la situation exceptionnelle que ce placement leur offrait et, d'ordinaire, des chances d'établissement ou de succession qui s'y trouvaient attachées.

Enfin, 163 enfants ont refusé formellement de quitter leur placement pour rentrer dans leur famille naturelle.

Depuis la loi du 27 juin 1904, les remises à la famille ne sont pas toujours définitives ; elles peuvent être faites pendant une année au maximum (art. 17) ; c'est, en quelque sorte, pendant cette période, un placement dans la famille. Rien n'est changé dans la situation du pupille par rapport à l'administration, seulement ce sont ses parents qui jouent le rôle de nourricier.

Si les résultats de ce placement d'essai sont favorables, le préfet a le droit de le rendre définitif sans attendre le délai d'une année ; dans le cas contraire, l'enfant est repris et placé de nouveau par les soins de l'administration.

Lorsque l'enfant est rendu à la famille, la tutelle administrative cesse. L'enfant passe sous la puissance du père de famille et prend la place à laquelle, normalement, il a droit ; l'influence éducatrice des parents succède à celle de l'administration et s'exerce dans les limites ordinaires tracées par la loi.

Lorsque la remise est faite à d'autres ascendants que le père ou la mère, les règles suivies pour ce cas doivent encore être observées ; c'est à eux que passe la puissance sur l'enfant, comme elle aurait passé à la mère ou au père ; mais à toute autre personne, la remise de l'enfant, « même quand il est confié en vue d'une adoption ultérieure, ne peut avoir lieu que sous réserve de la tutelle », (art. 18) ; cependant si un « enfant a été confié pendant trois ans à un particulier à titre gratuit, ce dernier, même s'il est âgé de moins de cinquante ans et l'enfant de plus de quinze ans, peut, en obtenant le consentement du conseil de famille, devenir le tuteur officieux de l'enfant », (art.

18). Pour favoriser l'adoption, dont la tutelle officielle est, en quelque sorte, le premier degré, le législateur n'a pas hésité à rompre les règles traditionnelles qui fixent le minimum d'âge du tuteur, le maximum d'âge du pupille. L'adoption est, dans nos lois, une disposition à peu près inutilisée ; pour la rendre d'emploi fréquent dans la seule matière où elle pourrait présenter quelque avantage, la loi de 1904 la rend plus facile. Aucune dérogation au droit commun ne doit être négligée pour permettre le reclassement du pupille.

C'est sur cette impression que s'achève pour nous, l'étude de l'éducation de l'enfant abandonné ; avant d'aborder, dans quelques pages brèves, l'étude de sa tutelle, il nous faut apprécier les moyens par lesquels ce reclassement est poursuivi.

Sur le but lui-même, aucun doute n'est possible : il est bon ; sur les moyens, nous avouons ne pas avoir la même certitude ; nous ne faisons allusion ici ni au placement familial et rural qui est excellent, ni aux facilités d'adoption, dont il sera rarement usé mais qui, dans les cas où elle se produira, ne saurait avoir de funestes conséquences ; nous voulons parler de la remise de l'enfant à la famille. On n'accepte qu'un tiers, un quart des demandes : c'est souvent beaucoup trop. Les parents auxquels les remises sont accordées sont loin d'être sympathiques ; pour un que des circonstances malheureuses ont poussé à l'abandon de l'enfant, dix n'y ont vu qu'un moyen d'éviter des charges. On ne devrait pas favoriser ce calcul : une juste sévérité en aurait raison. Les employés de l'Assistance publique se plaignent de faits

qui se renouvellent trop fréquemment : Paris reçoit les enfants d'un grand nombre d'étrangères qui, plus tard, viennent les reprendre lorsqu'ils ont été élevés. C'est de leur part une véritable exploitation de l'Assistance publique. Sans doute, on ne peut l'empêcher ; mais, du moins, pourrait-on, en se refusant à rendre l'enfant, en faire un Français, tandis qu'en réalité, les contribuables solderont la dépense de l'élevage d'allemands, de russes ou d'italiens (1).

Si nous n'osons point agir ainsi, c'est par un faux sentiment de pitié qui nous fait nous apitoyer sur le sort des parents et de l'enfant.

Les parents, mais, nous le répétons, ils ne sont presque jamais sympathiques. Quand aux enfants, ils ne tiennent pas et ne peuvent pas tenir véritablement, dans la plupart des cas, à retrouver une famille qu'ils n'ont pas connue.

Dans une pièce qui fut jouée voici une vingtaine d'années, *Révoltée* (2), M. Jules Lemaître met en scène une jeune femme élevée comme une enfant abandonnée, par les soins d'une dame charitable qui est, en réalité, sa véritable mère. Et lorsque, prise dans une situation tragique, celle-ci, ne trouvant aucun moyen d'agir sur elle, lui avoue, comme un argument suprême sa maternité, la jeune femme reste

(1) L'administration de l'Assistance publique exige, — nous l'avons vu, — pour la remise de l'enfant, le paiement d'une certaine somme, mais aucune règle n'est établie pour la fixation du montant de cette remise qui est laissée à l'appréciation de l'administration et à l'occasion de laquelle celle-ci se montre d'une largeur extrême. En 1904, chaque réclamant a payé en moyenne 63 fr. 80 ; mais c'est là presque un maximum et en 1901, la moyenne est de 38 fr. 60, en 1897 du 25 fr. 80.

(2) *Révoltée* a été jouée, pour la première fois, le 9 avril 1839, au théâtre de l'Odéon.

sans un élan de véritable affection, sans foi : la voix du sang ne lui parle pas, et l'on sent bien que les rares concessions que l'auteur a faites à cette voix du sang ne l'ont été que par suite des besoins de l'effet théâtral.

La pièce n'eut pas, je crois, grand succès ; peut-être ne remplissait-elle pas les conditions voulues au point de vue scénique, mais elle dénotait, certainement, une très profonde connaissance du cœur humain.

La révélation d'une famille, l'enfant abandonné ne l'attend pas ou, s'il l'attend, c'est à travers un rêve de conte de fée, et lorsqu'elle lui apparaîtra dans sa réalité nue, il ne la préférera pas longtemps à celle de ses nourriciers.

Qu'on songe à ce chiffre énorme : 163 enfants, plus d'un douzième de ceux qui furent réclamés en 1904 se sont refusés à quitter leurs nourriciers ; combien d'autres, parmi les 1927 réclamés n'ont pas été consultés. « Il arrivera souvent que vous ne parlerez même pas à l'enfant de la proposition qui est faite, jugeant à propos de ne pas le troubler », dit M. Monod aux préfets, dans la circulaire du 15 juillet 1904 ; je serais assez porté à croire que les 601 enfants remis ont été avec ces 163 les seuls à être consultés et, dès lors, c'est un quart d'entre eux qui se refusent à partir. Si l'on songe à l'attrait de la nouveauté, au plaisir du voyage, aux imaginations dans l'inconnu coutumiers, aux enfants, on estimera sans doute, avec nous, que presque jamais l'enfant abandonné ne désire sa famille et que la lui rendre n'est pas lui causer une joie, mais trop souvent lui créer une vie pénible et misérable, en vue de satisfaire un besoin qu'il n'a pas.

SECONDE PARTIE

Les biens de l'enfant abandonné.

Nous allons dans cette seconde partie étudier les biens de l'enfant abandonné. Elle sera forcément très brève; elle ne présente pas, à beaucoup près, l'importance qu'avait l'éducation de l'enfant.

Les biens, l'enfant abandonné n'en aura pas le plus souvent. Cependant, il ne faut pas oublier qu'il est né de parents connus, de parents qui ne sont pas forcément pauvres et que, de ce chef, il se peut qu'il soit appelé à exercer des droits pécuniaires. Sans doute, les hypothèses sont peu fréquentes où ces droits pourront être utilement invoqués; elles existent, cependant. D'autres part, l'enfant peut recevoir d'un tiers, de ses nourriciers, d'un bienfaiteur quelconque, hypothèse rare également, nous le concédons, mais qui n'est pas, cependant, irréalisable. Enfin, l'enfant abandonné aura des gains; il fera des économies, troisième source de fortune.

Nous étudierons, dans un premier chapitre, l'organisation de la tutelle de l'enfant abandonné; dans un deuxième, les règles spéciales à l'administration de ses biens; dans la troisième la transformation que subissent lorsqu'ils sont exercés à l'occasion du patrimoine d'un pupille de l'Assistance, les droits, appelés droits de jouissance légale, que le père exerce sur les biens de son enfant légitime.

CHAPITRE I^{er}.

Tutelle de l'enfant abandonné.

§. I. La tutelle de l'enfant abandonné. Organisation calquée sur la tutelle de l'enfant légitime. — Anachronisme d'une telle disposition. — § II. Le tuteur. — Le Préfet. — Faculté de délégation. — L'inspecteur de l'Assistance. — Raisons de cette disposition. — § III. La subrogée tutelle. — § IV. Le Conseil de famille. — Inutilité. — Sa composition. — § V. Autres personnages. — Le trésorier payeur général. — Le curateur.

I

Nous avons déjà parlé maintes fois, au cours de cette étude, du tuteur de l'enfant abandonné et peut-être certains jugeront-ils qu'il aurait été expédient de montrer déjà le fonctionnement et le mécanisme de la tutelle des *pupilles de l'Assistance*.

Si, cependant, nous ne l'avons pas fait c'est que, jusqu'ici, ce qui, dans notre tableau, figurait au premier plan, c'était l'enfant abandonné, le pupille. C'était sa formation qu'il fallait retracer ; nous devions montrer la suite de son éducation.

Or, si, dans l'éducation du *pupille de l'Assistance*, l'autorité tutélaire occupe une place importante, elle n'occupe pas la principale. Autour de l'enfant abandonné, le nourricier, le patron, le directeur d'école, la famille, l'inspecteur de l'Assistance, en tant qu'homme, sont en scène, agissent, influent, le pou-

voir du tuteur n'apparaît pour ainsi dire pas. Il est, pour ainsi dire, le *Deus ex machina* ; mais, c'est à peine si, dans de brefs instants, nous le voyons en scène, au premier plan.

Désormais, au contraire, tout change : nous étudions les intérêts pécuniaires du pupille ; c'est sur le tuteur ou mieux sur l'ensemble des rouages qui composent l'administration tutélaire que se porte notre attention. Ce sont eux qu'il nous faut nécessairement connaître et c'est pourquoi, avant tout autre chose, nous allons les étudier.

Lorsqu'on examine le mécanisme de la tutelle des *pupilles de l'Assistance*, un fait frappe tout d'abord l'esprit : cette tutelle a été calquée sur celle des enfants légitimes, dans une famille régulière.

La loi qui organise cette tutelle est du 27 juin 1904.

Or, depuis longtemps déjà notre organisation tutélaire est battue en brèche ; à tort ou à raison, on lui reproche d'être un mécanisme lourd, peu maniable, dont l'intervention lente est presque toujours tardive et inefficace.

Nombre d'auteurs se sont ingéniés à former des systèmes plus souples et plus avantageux. La *Société d'études législatives*, au cours d'une brillante discussion sur la tutelle et la puissance paternelle des enfants naturels, a entendu maints reproches contre ce formalisme vieillot et suranné ; à tout le moins, on a décidé que si la tutelle actuelle était acceptable, — et encore ! — pour les enfants légitimes, elle était un véritable non-sens dans toutes les autres hypothèses.

Antérieurement à cette discussion, le Code civil allemand avec ses dispositions profondément différentes de celles de notre Code civil avait suscité une légion d'admirateurs.

De ces diverses manifestations d'un esprit nouveau, les unes antérieures, les autres contemporaines, quelques autres enfin légèrement postérieures à la loi de 1904, il semblerait que celle-ci ait dû subir l'influence. Pour employer une expression courante : des réformes à notre régime de tutelle étaient dans l'air. Les auteurs de la loi du 27 juin 1904 ne semblent pas s'en être aperçus.

Certes, nous sommes loin, pour notre part, d'être l'ami des transformations radicales qui changent, d'un seul coup, les données des problèmes juridiques d'un pays ; toute innovation ne nous semble pas nécessairement bonne parce qu'elle vient de Germanie ; mais, cependant, il y avait peut-être là quelque chose à faire, pas du tout révolutionnaire, sage seulement et que l'on n'a point fait.

II

L'article 11 de la loi du 27 juin 1904 s'exprime ainsi : « La protection des enfants de toute catégorie et la tutelle des *pupille de l'Assistance publique*, instituées par la présente loi, sont exercées par le préfet ou par son délégué l'inspecteur départemental.

« Elles sont exercées, dans le département de la Seine, par le directeur de l'administration générale de l'Assistance publique de Paris ».

Donc, théoriquement, le tuteur de l'enfant, celui sur lequel toute la responsabilité et tout le poids du soin de l'enfant doivent reposer, est le préfet.

Naturellement, et malgré les circulaires répétées des directeurs successifs de l'hygiène et de l'assistance publique, appelant sur lui leur plus bienveillante attention, il est trop évident que les préfets ne sont pas faits pour ce service. Ils ont trop d'autres fonctions et trop importantes pour donner beaucoup de soins à l'accomplissement de celle-là. D'ailleurs, les rédacteurs du projet de loi le savaient bien : « D'ordinaire, dit l'exposé des motifs de 1892, le préfet confiera la tutelle à l'inspecteur (1) ». Il semble, dès lors, qu'il aurait été plus simple de confier directement à l'inspecteur une tutelle qu'en fait, il exercera toujours. C'était ce que décidait le projet qui fut soumis en 1890 aux délibérations du Conseil supérieur de l'Assistance publique par M. Brûeyre, rapporteur ; mais, dans la séance du 3 mars, la tutelle de l'inspecteur fut écartée sur les observations suivantes de M. Sabran : « Quelles que soient l'honorabilité, l'instruction et la compétence de la plupart des inspecteurs des enfants assistés, je puis dire, sans exagérer, je crois, qu'il y en a quelques-uns qui, actuellement, ne pourront exercer cette tutelle d'une façon efficace. Je dirai même que, bien souvent l'inspecteur sera éconduit là où un magistrat, un homme jouissant d'une certaine notoriété obtiendra gain de cause (2) ». Ces considérations n'allaient à rien moins

(1) *J. Off.*, 1892, *Sén.*, *doc. parl.*, annexe n° 27, p. 100, col. 1.

(2) *J. Off.*, 1892, *Sén.*, *doc. parl.*, annexe n° 27, p. 162, col. 1.

qu'à écarter l'inspecteur des enfants assistés du nombre des personnes sur lesquelles peut se fixer la délégation du préfet.

C'était peut-être aller trop loin ; c'est pourquoi le projet et le texte définitif de la loi de 1904 indiquent au préfet son délégué, en quelque sorte obligatoire, l'inspecteur de l'Assistance.

Cette solution était, d'ailleurs, commandée par la tradition.

Antérieurement à la loi de 1904, la tutelle des enfants abandonnés aurait dû être régulièrement exercée par la commission administrative de l'hospice dépositaire, en vertu de l'art. 1^{er} de la loi du 15 pluviôse an xiii, dont la disposition était toujours en vigueur ; mais la réalité ne correspondait pas à la loi.

« Presque partout, dit l'exposé de motifs (1), on établit une distinction qui n'est pas juridique, mais qui est favorable au service ; on imagine deux tutelles, l'une dite administrative, confiée à l'inspecteur départemental sous l'autorité du préfet, l'autre dite légale, laissée aux commissions hospitalières : l'exercice de la première consiste à placer et à surveiller les pupilles, l'exercice de la seconde à donner ou à refuser le consentement au mariage, à l'émancipation, à l'engagement militaire, et aussi à gérer ou à faire gérer les biens des pupilles. Le plus souvent, d'ailleurs, la commission approuve et a raison d'approuver les propositions de l'inspecteur, qui est mieux en situation qu'elle d'apprécier l'intérêt des enfants. A leur égard, en tout cas, la charge essentielle de la

(1) *J. Off.*, 1892, *Sén.*, *doc. parl.*, annexe n° 27, p. 99, col. 3.

fonction de tuteur est le choix des placements ; et cette charge, il n'y a plus que de rares commissions hospitalières qui l'assument ; encore, en général, la transmettent-elles à leurs employés.

« On serait fort embarrassé, ajoutait l'exposé des motifs, pour indiquer le document en vertu duquel les attributions conférées à la commission administrative par la loi de pluviôse ont été transférées à l'administration départementale représentée par le préfet. Dans la plupart des départements, sans doute, ce déplacement n'a pas eu lieu à un jour donné, en une fois, comme conséquence d'une décision ; il s'est opéré par voie de transformation. La commission n'a ni abdiqué ni délégué ses pouvoirs : ils lui ont graduellement échappé. »

Effectivement, c'est la force des choses qui a conduit, en notre matière, à l'abolition de la loi du 15 pluviôse an XIII ; des deux administrations en présence, la plus forte a supplanté l'autre. C'est normal. La tendance des corps constitués est d'accroître sans cesse leurs attributions ; ils n'y ont pas manqué en la circonstance et l'administration de l'Assistance publique, déléguée et représentante de l'Etat, l'a forcément emporté sur sa rivale, isolée et mal soutenue par les pouvoirs communaux auxquels elle se rattachait.

Done, désormais, la tutelle des enfants abandonnés appartient au préfet, sauf, de la part de celui-ci, délégation de ses attributions à l'inspecteur de l'Assistance publique. Par exception, dans le département de la Seine, ce n'est pas au préfet, mais au directeur de l'Assistance publique de Paris que la tutelle est déférée.

III

La tutelle du Code civil institue à côté du tuteur un subrogé-tuteur ; théoriquement, celui-ci apparaît comme l'adversaire du tuteur ; il est choisi dans une autre ligne, chargé de le surveiller dans les périodes normales, il le supplée lorsque son intérêt entre en conflit avec celui du pupille et c'est alors lui qui représente ce dernier. Ses fonctions sont donc de toute première importance.

Pratiquement, rien de semblable. Le subrogé-tuteur neuf fois sur dix ne s'occupe pas du pupille et, dans les cas extrêmement rares où il le fait, c'est pour approuver passivement les actes du tuteur. On peut affirmer que dans les affaires journalières de la vie le subrogé-tuteur ne soupçonne même pas la responsabilité qui, en vertu de la loi, pèse sur ses épaules.

Par une dérogation très sage au droit commun des tutelles, l'art. 13 de la loi du 27 juin 1904 décide : « Il n'est pas institué de subrogé-tuteur ».

Cette disposition a subsisté sous l'empire de la loi du 18 décembre 1906, qui a modifié entre autres articles de la loi précédente, l'art. 13, et des réformes de laquelle nous aurons à nous occuper avec quelque détail, au cours de cette étude.

Nous ne pouvons qu'approuver cette dérogation, nous bornant à regretter que le législateur de 1904 n'ait pas été plus loin dans cette voie et qu'il n'ait pas fait subir un sort analogue au conseil de famille.

IV

Le conseil de famille est, en effet, de tous les rouages de la tutelle, celui qui a le plus vieilli.

Le conseil de famille ne peut être compris que de deux façons : ou comme une survivance des fortes familles d'autrefois, dont les membres, étroitement groupés entre eux et solidaires les uns des autres, sentaient toute l'importance de leur origine commune et la grandeur des charges que ce lien entraîne, — ou comme une magistrature privée, comme un devoir civique rempli par des citoyens bénévoles pour le plus grand bien de la chose publique.

Théoriquement, ces deux conceptions sont nobles ; elles peuvent servir à fonder des institutions durables et utiles ; mais encore faut-il qu'elles correspondent à un état de fait, à une réalité.

Or, regardons autour de nous : la solidarité familiale n'existe plus ; l'individualisme a désagrégé la famille ; la facilité des communications qui disperse ses membres à tous les coins du monde en a restreint le cercle aux tout proches parents ; le père et la mère, les frères et les sœurs composent toute la famille. Les vertus civiques ont également disparu. Nous n'avons plus assez de jeunesse, d'enthousiasme ou, si l'on veut de naïveté pour nous plaire à ces fonctions sans éclat, sans salaire, qui entraînent une perte de temps et pourraient être la source de sérieux ennuis. Nous avons, pour qu'il en soit ainsi, trop d'égoïsme et d'apathie. Chacun chez soi ; chacun pour soi est devenu, en réalité, la devise universelle.

Dès lors, le conseil de famille devait disparaître ; si, par habitude, il s'est maintenu, c'est en devenant l'institution inerte que l'on connaît. Il suffit de se rappeler les tutelles que l'on a vues autour de soi pour se rendre compte de l'inutilité profonde du conseil de famille dans la pratique actuelle.

Sans doute, il se réunit, d'ordinaire, lorsque la loi l'exige ; mais sa délibération n'est que de pure forme ; sauf le cas où des passions qui n'ont, en général, qu'un rapport lointain avec les intérêts du mineur, excitent son zèle, il se borne à une approbation muette de tout ce que l'on propose.

Sa seule fonction réelle, c'est la nomination du tuteur, dans les cas où la loi lui en confère le droit.

Précisément, la tutelle des enfants assistés étant une tutelle légale, l'intérêt principal attaché à sa conservation disparaît ; on pourrait, donc, sembler-il, le supprimer sans inconvénient.

Cependant, la loi du 27 juin 1904 l'a conservé.

Voici les raisons, assez peu concluantes, si, de la théorie, on passe à la réalité des choses, que l'exposé des motifs donnait de la conservation de ce rouage superflu.

« Aucune contestation ne peut être élevée contre l'utilité d'un conseil de famille en faveur des pupilles de l'Assistance. En thèse générale, plus on parvient à les placer sous le régime du droit commun, mieux on sert leur intérêt. Puis, il y a des mesures particulièrement graves concernant la personne ou les biens des pupilles : n'est-il pas bon qu'un fonctionnaire ne soit pas seul à se prononcer, qu'un débat puisse s'engager, qu'à la responsabilité du tuteur

s'ajoute celle d'un conseil de famille ? Le plus souvent les propositions du tuteur seront adoptées ; mais, devant les justifier, il ne manquera pas de les étudier à fond : ce sera pour le pupille une sûreté de plus. A être approuvées par un conseil de famille, les décisions gagneront, d'ailleurs, en autorité (1) ».

Ces idées que je considère, pour ma part, comme insuffisantes à justifier l'institution du conseil de famille des enfants assistés, auraient peut-être pu être invoquées, dans une certaine mesure, si l'on avait suivi le projet du gouvernement. Sauf à Paris et à Lyon, il confiait les fonctions du conseil de famille à la commission administrative des hospices du chef-lieu du département. Cette commission, à la fois spéciale et perpétuelle, pouvait acquérir quelque compétence et connaître avec fruit des difficultés soulevées ; elle était composée d'hommes auxquels les œuvres de bienfaisance sont familières ; certains de ses membres avaient chance de s'intéresser à quelque pupille, de le connaître et de le considérer comme autre chose qu'une unité dans un total. Elle avait des connaissances suffisantes pour contrôler l'œuvre de l'inspecteur de l'Assistance et peut-être aurait-elle eu souvent la volonté de le faire.

Au lieu de cela, le Sénat et, après lui, la Chambre des députés ont adopté, avec quelques légères modifications, comme régime de droit commun pour toute la France, celui que le projet gouvernemental réservait aux seuls départements de la Seine et du Rhône :

(1) *J. Off.* 1892, *Sén., doc. parl.*, annexe n° 27, p. 100, col. 1.

« Le tuteur est assisté d'un conseil de famille, formé d'une commission de sept membres, élus par le conseil général et renouvelés tous les quatre ans, (art 12.) »

Pour justifier cette disposition qui a, entre la première et la seconde lecture, été substituée par la commission du Sénat au texte primitif et dont l'adoption a été votée sans discussion, le rapporteur, M. Strauss, s'est borné à écrire dans son rapport supplémentaire du 9 février 1904 : « Les commissions administratives n'ont pas des intérêts identiques à ceux des départements ; elles sont dépouillées de la tutelle légale qu'en fait elles n'exerçaient pas ; elles ne se trouvent pas dans les conditions voulues pour remplir les fonctions de conseil de famille. Il est plus logique et plus rationnel d'étendre au département l'exception primitivement prévue pour les départements de la Seine et du Rhône, c'est-à-dire de donner au conseil général le droit de nomination du conseil de famille (1) ».

Il nous semble que, dans cette argumentation, l'honorable rapporteur s'est laissé quelque peu emporter par l'amour de la logique et de l'harmonie et qu'il a pris un peu à la légère des affirmations gratuites pour de véritables raisons.

Pour notre part, nous croyons que, du moment où l'on voulait introduire dans le mécanisme de la tutelle des enfants assistés, cette superfétation et cette conséquence qu'est un conseil de famille, — puisque les enfants assistés sont précisément en dehors de la

(1) *J. Off.*, 1904, *Sén.*, *doc. parl.*, annexe n° 25, p. 21.

famille, — il fallait le choisir tel qu'il soit le moins incapable qu'il se pourrait de remplir le rôle pour lequel il est créé. Dans cette vue, ce qu'il fallait chercher, ce n'était pas un conseil capable de défendre les intérêts du département, mais plutôt ceux des enfants assistés ; or, pour ce dernier ouvrage, la commission administrative des hospices aurait été moins mal qualifiée que toute autre.

Mais, nous le répétons, il ne nous semble pas que la tutelle de l'administration ait dû être moins favorable au pupille, si elle s'était exercée en dehors de tout contrôle d'une assemblée quelconque ; en fait, malgré les textes, c'est cette tutelle toute puissante qui prévaudra ; mieux aurait valu ne pas l'enchaîner dans des liens fragiles qui, pratiquement, seront sans effet.

Si l'on avait absolument tenu à une surveillance, la seule efficace eût été à notre avis une surveillance judiciaire exercée par les magistrats locaux. C'est la seule qui, dans la pratique, n'aurait pas été absolument condamnée à disparaître.

V

Un autre personnage peut également intervenir dans la tutelle du *pupille de l'Assistance*, c'est le trésorier-payeur général du département ou, à Paris, le receveur de l'Assistance publique : il doit recevoir et administrer les deniers des enfants assistés.

C'est là un rouage particulier à la tutelle des enfants assistés ; dans la tutelle du droit commun, rien de semblable n'existe ; mais, ici, une telle distinction

s'imposait, parce que nous sommes en présence d'une tutelle administrative et qu'un préfet ne saurait devenir un comptable.

La loi du 27 juin 1904 donnait, éventuellement, au trésorier-payeur, d'autres fonctions : lorsque le pupille était émancipé, il lui servait de curateur, sous prétexte que la curatelle est une fonction se rattachant à l'administration des biens ; mais une loi du 18 décembre 1906 a compris l'impossibilité matérielle pour le trésorier-payeur de suffire à cette tâche, et elle a décidé qu'au cas d'émancipation de l'enfant, le curateur serait choisi par le conseil de famille qui désignerait un de ses membres pour en remplir les fonctions.

CHAPITRE II.

Administration des biens de l'enfant abandonné.

§ I. — Éléments de la fortune de l'enfant abandonné. — § II. Administration. — Le trésorier-payeur général. — Loi du 18 décembre 1906. Pouvoirs du tuteur et pouvoirs du trésorier-payeur. — Responsabilités. — Hypothèque légale. — Placements. — Pouvoirs du pupille. — Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

I

Le plus souvent, l'enfant abandonné n'aura aucune fortune. Cependant, il n'est pas nécessairement voué à la pauvreté : c'est même, de tous les enfants assistés, le seul qui puisse normalement prétendre à un petit patrimoine.

Tout d'abord, comme les autres *pupilles de l'Assistance*, il aura, à partir de l'âge de treize ans, les salaires qui peuvent lui advenir en apprentissage. C'est évidemment très peu de chose, mais c'est, cependant, un petit pécule qui peut facilement atteindre six ou sept cents francs, à la majorité de l'enfant et qui, dans beaucoup de cas, dépasse notablement cette somme.

En second lieu, l'enfant abandonné peut recevoir, de tierces personnes, des dons plus ou moins considérables : tel enfant a plu à un riche protecteur ; il lui donne ou lui lègue une part de sa fortune ou lui fait un riche cadeau ; tel autre est institué héritier par

son nourricier ou par son patron. Ce sont, évidemment, des cas exceptionnels, mais qui, cependant, se produisent chaque année un certain nombre de fois. Il doit donc en être tenu compte dans une analyse des divers éléments du patrimoine du pupille.

Enfin, l'enfant abandonné peut se trouver appelé à recueillir une somme plus ou moins importante dans la succession soit de ses père et mère, soit de quelque autre de ses parents. Ce serait, en effet, se faire une idée très fautive de la réalité des choses que croire qu'aucun droit successoral ne puisse utilement être prétendu par l'enfant abandonné. L'abandon ne rompt pas le lien qui unit les parents à l'enfant. En le délaissant, ils se déchargent des frais et du soin de l'éducation de l'enfant : il n'est pas en leur pouvoir de faire plus ; tous les autres droits du pupille subsistent dans leur intégralité. Ceci est très important à remarquer, car si, dans la plupart des hypothèses, l'occasion de les exercer ne se présente pas, les parents étant dans la misère, il peut se trouver des cas où l'action du pupille lui permettra de recevoir de grosses sommes et de devenir capable de se suffire par ses propres ressources et sans secours étranger.

Donc, les enfants abandonnés auront toujours, à partir de treize ans, une petite fortune qui éventuellement pourra être appelée à prendre des proportions plus ou moins considérables (1).

(1) En vertu du contrat de placement, une partie des gages du pupille lui sont versés directement ; le surplus est remis au directeur de l'agence dont ressortit le lieu de placement pour être versé à la Caisse d'épargne. Les salaires gagnés par les pupilles placés à la campagne, — ce sont les plus nombreux, — sont calculés sur les prix de ceux des ouvriers agricoles ; en 1904,

Au 31 décembre 1904, les pupilles de l'Assistance du département de la Seine, dont le chiffre total s'élevait à 52.721 (2), possédaient ensemble un capital évalué à 4.441.143 fr. 53, soit une moyenne de 84 fr. 42 par tête. Si l'on remarque que, sur ce nombre, 32.906 âgés de moins de treize ans ne peuvent qu'exceptionnellement avoir des droits sur une quote-part de ce capital, que, parmi les 19.815 autres, 8.010 ont moins de seize ans et gagnent des salaires dont la moyenne la plus élevée ne dépassait pas 161 fr. 97 en 1904, on comprendra que pour ceux qui partent à vingt-un ans, le pécule amassé par eux sera rarement, ainsi que nous l'indiquions, inférieur à six ou sept cents francs, surtout si ce sont des jeunes gens.

Cette petite fortune sera administrée par les trésoriers-payeurs généraux (3).

un garçon gagnait en moyenne : de 13 à 14 ans, 109 fr.; de 14 à 15 ans, 141 fr. 24; de 15 à 16 ans, 179 fr. 23; de 16 à 17 ans, 220 fr. 13; de 17 à 18 ans, 262 fr. 12; de 18 à 19 ans, 295 fr. 04; de 19 à 20 ans, 334 fr. 26; de 20 à 21 ans, 357 fr. 45. Aux âges correspondants, les salaires moyens des filles étaient 91 fr. 55; 116 fr. 32, 144 fr. 67, 169 fr. 44, 189 fr. 03, 206 fr. 51, 221 fr. 67, 236 fr. 45; soit, pour les pupilles des deux sexes, les moyennes suivantes : 100 fr. 28, 148 fr. 78, 161 fr. 97, 194 fr. 79, 225 fr. 53, 250 fr. 78, 277 fr. 97, 293 fr. 80. Ces diverses moyennes font, pour 1904, une moyenne de 204 fr. 62 pour les salaires de tous les pupilles. Cette moyenne avait été de 194 fr. 38 en 1903. de 185 fr. 34 en 1902, etc.

(2) Y compris les enfants contenus dans les écoles professionnelles et dans les écoles de réforme, et restés à la charge de l'Assistance.

(3) Au 31 décembre 1904, le patrimoine des pupilles de l'Assistance, évalué 4.441.143 fr. 53, se décomposait de la façon suivante : 18.002 livrets de Caisse d'épargne dans les agences départementales pour un capital de 3.577.389 fr. 59, (ce sont les produits directs du travail du pupille); numéraire : 79.742 fr. 58; livrets de la caisse des Retraites : 117.379 fr.; autres livrets de Caisse d'épargne : 253.725 fr. 52; rente sur l'Etat : 405.493 fr. 55; solde dû à divers pupilles : 7.910 fr. 29. (Le numéraire, les seconds livrets de Caisse d'épargne et les titres de rente correspondent à peu près exactement aux sommes données aux pupilles).

II

Les deniers et les biens qui peuvent advenir aux enfants abandonnés sont administrés par les trésoriers-payeurs généraux, sauf dans le département de la Seine où les fonctions qui, ailleurs, leur sont confiées, se trouvent être dévolues au receveur de l'Assistance publique de Paris.

Sous l'empire de la loi du 15 pluviôse an XIII, c'était le receveur de l'hospice qui était chargé de la manutention des deniers pupillaires et de la gestion des biens de l'enfant abandonné; mais c'était, en même temps, la commission administrative qui donnait le tuteur et le conseil de famille; la loi de 1904, en transportant la tutelle des pouvoirs locaux aux autorités départementales devait opérer un déplacement analogue dans les pouvoirs d'administration; cette transformation était le complément logique de la première.

Une loi du 18 décembre 1906 (1), est venue compléter et modifier la loi du 27 juin 1904, en ce qui concerne l'administration des biens du mineur.

Cette réforme a eu pour but de rendre pratiques certaines dispositions contenues dans la première loi

(1) La loi du 18 décembre 1906 est issue d'un projet de loi déposé sur les bureaux de la Chambre des députés, le 20 mars 1906, par MM. Clémenceau, Poincaré et Doumergue (*J. Off.*, 1906, *Ch.*, *doc. parl.*, annexe n° 3097, pp. 288 et 289); elle fut l'objet d'un rapport de M. Puech, le 6 avril 1906 (*J. Off.*, 1906, *Ch.*, *doc. parl.*, annexe n° 3200, pp. 422 et 423); elle a été adoptée d'urgence et sans discussion, le 12 avril 1906 (*J. Off.*, 13 avril 1906, *Ch.*, *déb. parl.*, p. 1739). Le projet voté à la Chambre fut transmis au Sénat le 14 juin 1906 (*J. Off.*, 1906, *Sén.*, *doc. parl.*, annexe n° 292, p. 735); rapport de

et qui se sont révélées, à l'essai, absolument inapplicables ; en même temps, elle a éclairé et précisé des textes confus, délimité avec plus de soin les pouvoirs respectifs du tuteur et du trésorier-payeur général.

Le dirons-nous ? malgré cette réforme, la délimitation des pouvoirs du tuteur et ceux du trésorier-payeur ne nous semble pas encore absolument nette et le texte ne nous paraît pas contenir tout ce que nous apprend l'exposé des motifs.

La question délicate est celle de savoir quel est, au juste, la nature des fonctions du trésorier.

La loi de 1904 déclarait : « Les attributions du tuteur et du conseil de famille sont celles que détermine le Code civil » (art. 13) ; puis elle ajoutait : « La manutention des deniers et la gestion des biens des pupilles sont confiées au trésorier-payeur général. » (Art. 15).

On aimerait savoir ce que les auteurs du projet entendaient par là ; mais, leur pensée, si, toutefois, elle s'était fixée sur cet objet, est impossible à percer car, ni dans l'exposé des motifs, ni dans la discussion où le projet fut élaboré par le Conseil supérieur de l'Assistance publique, n'apparaît une phrase qui nous

M. Strauss, le 5 juillet 1903 (*J. Off.*, 1903, *Sén., doc. parl.*, annexe n° 330, pp. 767 et 768) ; vote après urgence et sans discussion dans la première séance du 13 juillet 1906 (*J. Off.*, 14 juillet 1903, *Sén., déb. parl.*, p. 829.) Le projet, qui avait été modifié par la Commission du Sénat, fut présenté à nouveau à la Chambre dans la seconde séance du 13 juillet 1903 (*J. Off.*, 1906, *Ch., doc. parl.*, annexe n° 313, pp. 951 et 952) ; rapport de M. Chailley dans la première séance du 27 novembre 1906 (*J. Off.* 1906, *Ch., doc. parl.*, annexe n° 475, p. 161) ; vote à la seconde séance du 10 décembre 1906 (*J. Off.*, 11 décembre 1906, *Ch., déb. parl.*, pp. 3072 et 3073).

permette de fixer ce sens. D'ailleurs, cette détermination n'aurait plus pour nous qu'un intérêt rétrospectif puisque la loi du 18 décembre 1906 a changé les textes que nous venons de citer.

Dans leur rédaction actuelle, les articles 13 et 15 sont ainsi conçus : « Les attributions du tuteur et du conseil de famille sont celles que détermine le Code civil, réserve faite, toutefois, des fonctions conférées au trésorier-payeur général... La gestion des deniers pupillaires est confiée au trésorier-payeur général.... »

« Par cette formule, dit l'exposé des motifs (1), la commission (il s'agit ici d'une commission interministérielle créée pour élaborer les règlements prévus par la loi de 1904) a entendu établir que le trésorier-payeur général ne possède aucun pouvoir de décision sur les biens mobiliers ou immobiliers du pupille, mais elle n'a pas eu l'intention de lui retirer l'obligation d'accomplir tous les autres actes conservatoires qui peuvent être utiles pour la sûreté des valeurs dont il a la garde. Il devra notamment prendre ou renouveler les hypothèques ».

Donc, nous voilà avertis : le trésorier-payeur général est un administrateur d'une nature toute spéciale ; il n'est pas assimilé et il ne semble pas qu'effectivement il soit possible de l'assimiler aux administrateurs ordinaires du bien d'autrui, au mari, administrateur des biens de la femme, au père ou au tuteur, administrateur légal ou datif des biens de l'enfant. Ses fonctions publiques ne lui permettraient

(1) *J. Off.* 1906, *Ch. doc. parl.*, 3097, p. 288. 3^e col.

pas de s'occuper utilement des actes multiples qu'exige une bonne administration.

Il n'aura aucun pouvoir de décision : donc, il ne pourra pas aliéner la fortune pupillaire ; mais, même il ne pourra pas faire de baux, fussent-ils de moins de neuf années. Il sera un gardien et pas autre chose. C'est à lui que seront versés les deniers du pupille, et s'il peut en faire emploi, c'est simplement parce que cet emploi est déterminé par la loi et qu'il n'est que l'application nécessaire des dispositions légales.

Il est purement passif et n'agit que dans la mesure où l'action est nécessaire pour l'accomplissement de ses devoirs de gardien ; c'est, en vertu de ce principe, qu'il sera tenu de faire inscrire les hypothèques qui profitent au pupille et d'en renouveler l'inscription avant qu'elles ne soient périmées.

Il est plus qu'un comptable, parce qu'un comptable n'a pas la garde des immeubles, et que les termes généraux de la loi ne permettent pas de lui dénier ce droit ; mais il n'est pas un véritable administrateur ; c'est un gardien chargé de conserver la fortune du pupille, pendant la durée de son abandon aux mains de l'Assistance et, comme tel, tenu seulement des actes, dont le défaut pourrait entraîner la diminution du patrimoine du pupille, et ne pouvant accomplir que ces seuls actes.

Le droit d'administration repose sur la tête du tuteur ; le trésorier-payeur a seulement la charge de la conservation des biens du pupille.

Puisque ces dispositions ont été votées pour rendre praticable un texte qui ne l'était pas, il faut croire qu'elles auront un heureux effet. Les hommes qui

ont proposé cette réforme sont des hommes compétents, nous serions malvenus, nous qui ne prétendons à aucune compétence spéciale en matière d'assistance publique, à les critiquer. Tout ce que nous savons, à ce sujet, ce sont les études préparatoires de la loi qui nous l'ont appris. Notre science est de trop fraîche date pour que nous osions hasarder un blâme ; cependant, nous nous permettrons une simple observation.

Considéré comme gardien des deniers pupillaires, le trésorier-payeur ne fait, en somme, que remplir sa fonction normale ; c'est une attribution assez analogue aux pouvoirs que lui confère son rôle de représentant de la Caisse des Dépôts et consignations ; mais lorsque la loi le charge de la surveillance de tous les biens du pupille, sans distinction, ne vatt-elle pas un peu loin ? N'a-t-elle pas été emportée par cette idée que le trésorier-payeur ayant un cautionnement garantirait au pupille une exacte conservation de sa fortune et que c'était là, en définitive, la seule sûreté que la loi confère à celui-ci ?

En effet, le *pupille de l'Assistance* ne jouit d'aucune hypothèque légale sur les biens de son tuteur : cela est peu nécessaire, puisque les deniers pupillaires ne sont pas entre ses mains ; d'ailleurs, l'hypothèque légale du mineur, telle du moins que la comprend notre droit français, est sujette à tant de critiques qu'il n'est pas étonnant que notre législateur l'ait supprimée dans un cas où son utilité ne se faisait pas réellement sentir.

Mais « la gestion des deniers pupillaires est garantie par le cautionnement du comptable », (art. 14). C'est ce que nous venons d'indiquer.

Les fonds appartenant au pupille doivent être placés soit aux diverses caisses d'épargne (1), soit en rente sur l'État français.

La loi de 1906 établit, et c'est là, de sa part, une très curieuse innovation, un mode spécial de recouvrement d'une partie des deniers pupillaires.

« Les sommes dues aux pupilles à titre de rémunération du travail, se recouvrent sur des états dressés par l'inspecteur départemental et rendus exécutoires par le préfet. Les oppositions, lorsque la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires, sont jugées comme affaires sommaires. Les poursuites ont lieu comme en matière de contributions directes.

» Les règles prévues au paragraphe précédent ne sont pas applicables aux autres créances des pupilles. »

L'exposé des motifs justifie ainsi cette disposition :

« Avec ce système, les gages rentreront facilement, car, d'une part, les percepteurs chargés de ce recouvrement sont habitués à l'emploi de ces moyens de contrainte et, d'autre part, les frais sont tout à fait minimes, une sommation de quelques centimes (20 centimes), aura raison de la négligence de patrons qui payeraient peut-être moins facilement si le premier acte de leur poursuite leur était signifié par huissier et entraînait une dépense variant entre 6 et 10 fr. »

(1) La loi de 1904 ne permettait que le placement en rentes sur l'État ou à la Caisse nationale d'épargne ; la loi de 1906 a admis le placement dans les Caisses d'épargne ordinaires ; en fait, d'ailleurs, ce placement était pratiqué. Au 31 décembre 1904, les pupilles de la Seine avaient 44.487 fr. 29 dans les caisses d'épargne ordinaires.

Nous avouons ne pas très bien comprendre pourquoi la perspective de la sommation sans frais aura plus d'effet sur le débiteur que celle d'un acte d'huissier coûteux ; mais nous reconnaissons, par ailleurs, que l'innovation présentera des avantages considérables, au point de vue de la rapidité et de l'économie.

Voici donc, désormais, les créances de salaires du pupille assimilées aux créances de l'Etat, des départements et des communes : même procédure et, sinon mêmes acteurs, du moins des acteurs analogues.

L'inspecteur de l'Assistance dresse un état des salaires dûs à l'enfant abandonné ; cet état, visé par le préfet, devient exécutoire et se trouve exécuté après la simple sommation du percepteur, agent du trésorier-payeur. Pour échapper à la réclamation qui lui est faite, le patron débiteur n'a que la ressource de l'opposition. Il faut donc qu'il prenne l'initiative d'une instance, qu'il échange son rôle passif et avantageux de défendeur, pour le rôle coûteux et plein de hasards du demandeur. Sa situation en est profondément et durement modifiée. La pratique dira si les pupilles, par des placements plus difficiles, ne se trouveront pas lésés, en définitive, par cette mesure qui fut prise dans un but de protection peut-être mal entendue. En tous cas, nous voyons avec un peu d'inquiétude cette dérogation nouvelle au droit commun et aux formes ordinaires de la justice. Peut-être un semblable traitement était-il nécessaire pour les créances de l'Etat ; nous regrettons qu'on l'introduise dans les rapports entre particuliers, même lorsqu'ils sont représentés par l'Etat.

Si, pendant le cours de la tutelle, le tuteur le juge utile, il peut autoriser le pupille à retirer lui-même de la Caisse d'épargne tout ou partie des fonds qui y auraient été déposés en son nom.

Enfin, au moment où le pupille quitte le service des enfants assistés, le conseil de famille peut décider qu'une portion de son pécule, qui, en aucun cas, ne pourra excéder le cinquième de ce pécule, sera versé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Cette disposition est très sage, et lorsque le conseil de famille usera de cette faculté, il complètera d'une heureuse façon les mesures par lesquelles les conseils généraux auront, dans la plupart des cas, assuré, dès l'école, la participation de l'enfant aux avantages de la Caisse des retraites.

Grâce à ces versements, la charge de l'ancien *pupille de l'Assistance* sera moins lourde lorsque, vieux et indigent, il tombera définitivement à la charge de la société.

CHAPITRE III.

Jouissance légale.

La jouissance légale est, en vertu de l'art. 384, C. civ., le droit qu'ont les père et mère d'un mineur de jouir des biens de leur enfant jusqu'à ce qu'il ait atteint sa dix-huitième année.

Il est bien évident que, lorsque nous parlons ici de jouissance légale, nous n'avons pas en vue les droits que les père et mère du pupille pourraient avoir la prétention d'exercer sur ses biens. La qualité même d'enfant abandonné exclut jusqu'à l'idée d'une semblable jouissance légale.

Ce que nous désignons par cette expression, c'est le droit formulé par l'art. 16 de la loi du 27 juin 1904 : « Les revenus des biens et capitaux appartenant au pupille, à l'exception de ceux provenant de son travail et de ses économies, sont perçus au profit du département jusqu'à l'âge de dix-huit ans à titre d'indemnité des frais d'entretien. Toutefois, sur l'avis du conseil de famille, le préfet peut faire à cet égard, au moment de la reddition des comptes, toute remise qu'il jugera équitable ».

Nous sommes, en effet, en présence ici d'un véritable droit de jouissance légale au profit, non plus du père qui est inconnu ou déchu, mais du départe-

ment, de la grande famille de l'assistance, la seule qui, aux yeux de la loi, subsiste pour le pupille.

D'ailleurs, la jouissance légale du droit civil est un droit lié à l'exercice de la puissance paternelle ; il est donc naturel que l'administration qui a hérité de cette puissance recueille également le droit à l'usufruit.

Cette jouissance présente les mêmes caractères : elle s'achève lorsque le pupille atteint sa dix-huitième année ; elle ne porte pas sur les produits du travail du pupille ; elle n'entraîne pas pour l'usufruitier l'obligation de fournir caution.

Son analogie avec la jouissance légale du Code était déjà reconnue par l'exposé des motifs de 1892 : « Assimilée pour les charges au père de famille, l'administration tutrice le sera également au point de vue de l'usufruit légal ; elle aura la jouissance des biens de ses pupilles ; et comme l'usufruit institué par l'art. 384, C. civ., cette jouissance prendra fin lorsque le pupille aura dix-huit ans accomplis » (1).

Mais la loi n'a pas voulu que l'application rigide de cette jouissance légale fasse subir un préjudice, tout au moins relatif au pupille. Sur l'avis du conseil de famille, le préfet pourra, lorsque s'achèvera la tutelle de l'Assistance, faire remise de tout ou partie des sommes touchées par le département pendant la durée de son usufruit, au pupille qui paraît en être digne et en avoir besoin.

(1) *J. Off.*, 1892, *Sén.*, *Doc. parl.*, annexe, n° 27, p. 100, col. 3 *in fine*.

Ce tempérament empêche toute apparence d'injustice dans l'application de l'art. 16 de la loi de 1904, en laissant à l'administration la faculté de réparer le dommage qu'elle a pu causer au pupille.

Cette jouissance légale, très aisément justifiable, nous apparaît donc ici comme parfaitement bien comprise.

CONCLUSION

Nous avons intégralement parcouru le cercle d'étude que nous nous étions tracé en commençant cette thèse. Nous avons étudié l'éducation de l'enfant abandonné, c'est-à-dire l'ensemble des mesures prises par la loi pour assurer sa croissance physique et sa formation intellectuelle; nous avons étudié sa tutelle, c'est-à-dire le régime des biens qui peuvent lui advenir.

Au cours de cet examen, nous avons çà et là, noté les dispositions qui nous semblaient défectueuses, les tendances que nous croyons funestes. C'est ainsi que nous avons pu émettre des doutes sur l'heureux effet de l'absence d'éducation religieuse pour le *pupille de l'Assistance*, de la multiplication des bourses scolaires qui lui permettront d'atteindre, avec une instruction supérieure, les plus hautes situations sociales. On est, de nos jours, trop volontiers porté à croire que la science suffit à tout : les préjugés, — raisons qui s'ignorent, suivant l'expression d'un auteur célèbre, — ont, pour ne citer qu'eux, une influence sociale considérable. L'enfant abandonné, resté cultivateur, ne se verra pas reprocher sa naissance; est-on sûr qu'il en sera de même lorsqu'il occupera une fonction pu-

blique ou une position libérale ? qui voudrait affirmer que, pour son mariage, il n'en souffrira pas cruellement et ne se verra pas réduit à une union médiocre qui gâtera sa vie ?

De même, nous avons blâmé l'archaïsme irréfléchi qui a maintenu, dans la tutelle des enfants abandonnés, le rouage inefficace et désuet qu'est le conseil de famille et nous avons montré quelque inquiétude de voir les procédures simplistes et administratives des créances de l'État appliquées à celles des *pupilles de l'Assistance*. Peut-être nous sommes-nous alarmé à tort ; nos craintes procèdent, peut-être, d'une méfiance irraisonnée que les faits ne justifieront pas ; cependant, il y a là une extension visible des voies administratives qui ne saurait être considérée sans inquiétude par ceux qui, comme nous, cherchent à réduire au strict nécessaire les attributions et l'influence de l'État.

Nous avons, enfin, longuement insisté sur le danger que des remises trop faciles à leurs parents font courir aux enfants abandonnés. Sans doute, il ne faudrait pas les prohiber entièrement ; mais il serait nécessaire d'y apporter, avec moins de fausse sensibilité, un sentiment plus juste des besoins et de l'intérêt de l'enfant abandonné : il faudrait qu'elles ne soient plus qu'une rare exception dûment justifiée par les circonstances.

Voici quelles ont été nos critiques. Malheureusement, presque toutes sont des critiques *a priori*. Nul ne le regrette plus que nous, car, nul plus que nous, ne sait combien sont fragiles et ondoyantes ces affirmations que la logique seule justifie ; le point de dé-

part en est trop souvent une idée préconçue que les plus habiles déductions ne parviennent pas à justifier. Nous avons cherché à éviter cet excès ; ce n'est pas à nous qu'il appartient de dire si nous y avons réussi.

D'ailleurs, toutes les fois qu'il nous a été possible de le faire, nous avons appuyé de nombreuses statistiques nos affirmations.

Mais ces statistiques, si elles valent comme appréciation de la situation générale antérieure, ne nous fixent nullement sur les vertus ou les vices de la loi du 27 juin 1904 et des lois encore partiellement inappliquées qui l'ont suivie.

L'avenir dira si elles étaient sages et si leur influence a été bienfaisante.

Pour nous, nous avons retiré, de l'étude prolongée des travaux d'où elles sont sorties, une impression profonde.

La charité a, de tous temps, été une vertu française. On a pu, sous l'influence de principes nouveaux, en modifier les formes. On a parlé de fraternité, de solidarité, de philanthropie, mots jeunes qu'il ne faudrait pas prendre comme l'expression de sentiments très différents de ceux qu'ont ressentis nos pères. En feuilletant les pages des exposés des motifs, rapports, discussions du Sénat, de la Chambre des députés, du Conseil supérieur de l'Assistance publique, du Conseil général de la Seine, on est frappé malgré les passions mauvaises et les rivalités sottes de la politique qui percent en trop d'endroits, du profond amour dont les hommes de tous les partis entourent les petits, les humbles, les enfants de la misère confiés à l'Assistance publique et de la sollici-

tude affectueuse avec laquelle ils se dévouent à eux. A près de trois siècles de distance, malgré les révolutions successives que nous avons subies, parmi des mœurs nouvelles, des habitudes de vie différentes, M. Théophile Roussel, M. Strauss et leurs collaborateurs nous apparaissent comme les continuateurs fidèles et les héritiers des pensées généreuses et de l'œuvre toujours vivante de Louise de Marillac et du bon M. Vincent.

Nous nous serions reproché de ne pas leur avoir rendu, à la fin de cette étude, cet hommage mérité.

BIBLIOGRAPHIE

Nous n'avons pas l'intention d'indiquer ici tous les ouvrages qui ont été écrits sur l'Assistance publique et sur les enfants assistés ; nous ne citerons même pas tous ceux que nous avons consultés. Comme nous l'avons expliqué, cette thèse a été écrite d'après les travaux préparatoires des lois des 27 juin 1904, 28 juin 1904, 18 décembre 1906 ; on les a trouvés longuement indiqués en note, au bas des pages où il en est fait usage ; de même, nous avons indiqué, à l'occasion, les recueils où nous avons puisé les chiffres que nous avons rapportés, ceux d'où sont extraites les circulaires que nous avons citées ; il est donc inutile de les mentionner à nouveau ici.

Nous croyons également qu'il est inutile de rapporter les ouvrages antérieurs à la loi du 27 juin 1904. Si l'on veut les connaître afin de s'éclairer sur les origines historiques de la protection des enfants abandonnés, on en trouvera une bibliographie très soignée et à peu près complète dans l'ouvrage de :

Charles Rhém. — *Les enfants abandonnés*, thèse, Paris, 25 mai 1903.

Les seuls ouvrages que nous citerons, bien qu'ils présentent un certain caractère de généralité qui fait que le sujet de notre thèse n'y est abordé qu'accessoirement, sont les suivants :

René Lavondès. — *Etudes sur les diverses catégories d'enfants assistés*, thèse, Montpellier, 1904 ;

Henri Doussat. — *Le nouveau régime des enfants assistés. Etude des lois des 27 et 28 juin 1904*, thèse, Paris, 22 décembre 1906 ;

Auguste Lenoir. — *Du régime actuel des enfants assistés en France. (Etude critique de la loi du 27 juin 1904)*, thèse, Paris, 17 janvier 1904.

La première et la seconde de ces thèses, — la seconde, surtout, — contiennent d'abondantes bibliographies auxquelles nous nous bornons à renvoyer pour les ouvrages qui ne se trouvent point cités dans celle de M. Charles Rhém.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préface.....	5
Introduction.....	7
1 ^{re} Partie. — L'enfant abandonné.....	21
Chapitre 1 ^{er} . — Garde de l'enfant.....	22
§ I. — Garde de l'enfant abandonné. — Placement individuel et placement collectif. — Placement rural. — § II. — L'enfant chez le nourricier. — Instruction primaire. — Habitudes de prévoyance; les mutualités scolaires. Subventions du département. — Instruction religieuse; la neutralité. — § III. — L'apprentissage. — Travaux agricoles. — Conditions du placement en apprentissage. — Ecoles professionnelles: école d'Alembert, école Le Nôtre, établissement Braille, école professionnelle et ménagère d'Yzeure. — Statistiques. — § IV. — Responsabilités. — Art. 1384 c. civ. — Etendue de la responsabilité du gardien; mise en nourrice, apprentissage.	
Chapitre II. — Correction de l'enfant abandonné.....	58
§ 1 ^{er} . — Correction de fait. — Droits du nourricier. — Régime des écoles professionnelles. — L'école d'Yzeure. — § II. — La loi du 28 juin 1904. — Régime antérieur: les écoles de réforme. — Régime actuel. — Pupilles <i>difficiles</i> . — Les nouvelles écoles professionnelles. — Pupilles <i>vici</i> eux. — L'envoi en correction. — Différenciation des sujets. — Affection pour le pupille.	
Chapitre III. — L'enfant abandonné et la famille.....	74
§ I. — Famille légale de l'enfant abandonné; l'administration de l'Assistance publique. — Famille naturelle; relâchement des liens de parenté; maintien des liens de parenté. — § II. — Relations des parents et de l'enfant. — Droits et devoirs de l'administration. — § III. — Reprise de l'enfant abandonné par ses parents. — Conditions. — Appréciation de la pratique actuelle.	

	Pages
2 ^e Partie. — Les biens de l'enfant abandonné	91
Chapitre 1 ^{er} . — Tutelle de l'enfant abandonné.....	92
§ 1 ^{er} . — I a tutelle de l'enfant abandonné. — Organisation calquée sur la tutelle de l'enfant légitime. — Anachro- nisme d'une telle disposition. — § II. — Le tuteur. — Le préfet. — Faculté de délégation. — L'inspecteur de l'As- sistance. — Raisons de cette disposition. — § III. — La su- brogée-tutelle. — § IV. — Le conseil de famille. — Inuti- lité. — Sa composition. — § V. — Autres personnages. — Le trésorier-payeur général. — Le curateur.	
Chapitre II. — Administration des biens de l'enfant aban- donné.....	105
§ 1 ^{er} . — Eléments de la fortune de l'enfant abandonné. — § II. — Administration. — Le trésorier-payeur général. — Loi du 18 décembre 1906. — Pouvoirs du tuteur et pouvoirs du trésorier-payeur. — Responsabilité. — Hypothèque légale. — Placements. — Pouvoirs du pupille. — Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.	
Chapitre III. — Jouissance légale.....	116
Conclusion.....	119
Bibliographie.....	123
Table des matières.....	125



